L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 4 AVRIL 1974
N° 224

CAMBODGE

une lutte d'une grande portée

Khieu Samphan, vice-Premier ministre du GRUNC et commandant en chef des Forces Armées populaires s'est rendu à Hanoï. C'est une excellente nouvelle pour le peuple cambodgien, pour les peuples indochinois et tous leurs amis dans le monde.

Une excellente nouvelle, car elle démontre la maturité et la solidité de la Résistance, à l'heure où les combattants redoublent d'assauts contre la clique US-lonnolienne, l'un de leurs chefs quittant le champ de bataille en toute quiétude. Car elle prouve aussi l'étroite unité du FUNC. En ce moment même, Thieu Samphan est à Pékin pour y rencontrer le chef de l'Etat, Norodom Sihanouk, comme il y a un an déjà, le prince s'était rendu dans la zone libérée. Car elle souligne enfin, la solidarité indochinoise ; il y a quelques jours Norodom Sihanouk se trouvait en zone libérée lao ; aujourd'hui Khieu Samphan est à Hanoï ; les liens intimes tissés entre les trois peuples éclatent aux yeux de tous.

Quatre années ont passé depuis la création du FUNC et des FAPLNK. Aujourd'hui plus de 90 % du sol cambodgien et plus de 5,5 millions d'habitants sont libérés. Depuis le début de 1974, les combattants ont porté des coups puissants à l'armée fantoche. Restent à la clique Lon Nol quelques capitales provinciales réduites à quelques km2 et totalement encerclées et Phnom Penh, autour de laquelle les Forces Armées se sont solidement amarrées. L'impérialisme US et ses « hommes » cambodgiens sont bien mal en point ; mais pourtant ne semblent pas vouloir renoncer. Le Pentagone a infiltré 3 500 hommes qui tiennent les leviers de commande de l'armée lonnolienne, nomme les officiers, participe à la direction des opérations et infiltre des experts dans l'administration. C'est un aspect non négligeable de la situation. Le peuple cambodgien avance sur sa lancée victorieuse mais son combat peut durer des mois encore jusqu'à la victoire totale. La phase finale est engagée ; mais l'impérialisme US cèdera-t-il enfin ou bien prépare-t-il de nouveaux coups ?

Le combat cambodgien d'aujourd'hui nécessite notre soutien. Sommes-nous toujours à la hauteur de nos tâches ? Nos efforts sont-ils toujours suffisants ? Certainement, il ne le sont pas toujours ! Pourquoi cela ? Depuis les Accords de Paris et de Vientiane, se développe une campagne impérialiste qui tente d'isoler les peuples d'Indochine, et surtout le peuple cambodgien. « La guerre est finie », dit-on à tout vent ! L'U.S. Army met le sol cambodgien à feu et à sang : pas de gros titres à la une ! On insinue tout bas, où même tout haut, que les « Cambodgiens sont des empêcheurs de tourner en rond ! ».

A l'origine de cette campagne, il y a l'impérialisme américain qui tente de perpétuer son entreprise néo-colonialiste au Cambodge et dans toute l'Indochine. Mais il n'est pas seul. « La sanglante guerre du Vietnam a pris fin », écrit un commentateur de l'agence soviétique Novosti dans « Le Monde » du 28 novembre 1973. Brejnev ne dit mot de l'agression US au Cambodge lors du « Congrès mondial des Forces de la Paix » (25-31 octobre 1973) à Moscou. C'est une affaire classée... ou presque ! Il est vrai qu'il a fallu près de quatre ans à Brejnev pour reconnaître le GRUNC ; et cette « reconnaissance » contrainte et forcée par l'action conjuguée des victoires cambodgiennes et du soutien des non-alignés à Alger, n'est pas sans arrières-pensées.

Qu'on y prenne bien garde ! Si nous mesurons nos efforts de soutien, au Cambodge, si nous ne combattons pas de toutes nos forces la campagne d'isolement orchestrée de Washington — et aussi même si c'est en sourdine — de Moscou, nous nous plaçons à la remorque de cette campagne anticambodgienne. Nous méconnaissons alors gravement la portée des batailles en cours au Cambodge.

Au début de ces années 1970, où s'exacerbe la rivalité des deux superpuissances, le combat cambodgien est éminemment progressiste et révolutionnaire. Mené pour l'indépendance et la démocratie, il porte des coups sévères à l'impérialisme US. Au Cambodge, la guerre du peuple vaincra à coup sûr. L'impérialisme US sera battu. Mais aussi, le combat cambodgien s'oppose dans les faits aux visées social-impérialistes dans la région. Ces visées impérialistes sont claires en Inde ou dans l'Océan Indien ; elles ont une forme diplomatique : le fameux projet de « traité de sécurité collective » en Asie, frère jumeau du projet européen, qui prétendrait imposer la tutelle soviétique aux peuples asiatiques et encercler la République populaire de Chine.

Un « OTASE » made in Moscou, quelques vingt ans plus tard ! L'impérialisme US n'est pas encore chassé du Sud-Est asiatique, que l'impérialisme soviétique voudrait prendre la place toute chaude — sous prétexte de « sécurité » ! Et déjà, dans les instances internationales, Moscou envoie sans pudeur des émissaires... tchécoslovaque, bulgare ou cubain (!) plaider pour un « traité asiatique ». La proposition des révisionnistes de Moscou a rencontré bien peu d'échos à ce jour. La lutte du peuple cambodgien qui combat pour son indépendance et sa liberté sans esprit de recul et de compromis y est pour quelque chose. Au fond, la lutte du peuple cambodgien, celles des peuples indochinois gênent terriblement les sociaux-impérialistes de Moscou, qui tentent de faire le silence et préparent de mauvais coups.

Le peuple cambodgien est petit par le nombre, mais sa lutte est d'une grande importance. Chaque jour, il nous donne des leçons de courage, de science de la lutte et d'esprit d'indépendance.

Pour le soutenir, serons-nous routiniers, et en fin de compte resterons-nous les bras croisés devant la campagne impérialiste et social-impérialiste ? Ou bien irons-nous résolument de l'avant ?

Aujourd'hui, soutenir le peuple chilien c'est dénoncer le révisionnisme

Six mois après le coup d'état fasciste, où en est le Chili ? Que le peuple tout entier ne se résigne pas à la dictature des généraux fascistes, rien de moins étonnant ! qu'il « résiste » comme il peut, plusieurs faits sont là pour nous le prouver ; parmi lesquels, tout récemment, la décision de la junte de prolonger l'état de siège sur tout le pays pour six mois encore. Tout comme la manifestation combative qui, malgré le déploiement des forces de répression, vient de rassembler plus de 2.000 anti-fascistes autour du cercueil de José Toha, ancien ministre de la Défense du gouvernement de l'Union Populaire, « suicidé » dans sa prison, il y a moins de 15 jours.

Certes pour les forces populaires, durement frappées, l'heure n'est pas à l'offensive, mais au repli, à la réflexion sur les erreurs commises, pour que puisse se forger, dans la lutte, une nouvelle et véritable unité du peuple. Celui-ci, tôt ou tard, balaiera ses bourreaux et leurs maîtres impérialistes. Les traditions glorieuses de la classe ouvrière et du peuple chiliens fondent notre conviction inébranlable de ce fait.

Les révisionnistes, les fourriers du fascisme

C'est pourquoi la question de la nécessaire solidarité avec le peuple chilien en lutte contre l'impérialisme et la réaction est plus que jamais, à l'ordre du jour. Mais quelle doit être la nature de ce soutien ? Depuis le coup d'état qui, aux yeux de tous les peuples du monde, a fait voler en éclats leurs théories sur la « voie parlementaire », le « passage pacifique » et la « détente générale », les sociaux-impérialistes de Moscou — aussi bien que leurs portes-paroles du P.« C. »F. — n'ont cessé de mener grand tapage autour de leur prétendu soutien au peuple chilien. Toute cette campagne ne vise, en fait, qu'un seul but : tenter de faire oublier à tout prix l'écrasante responsabilité du révisionnisme moderne dans la défaite que viennent de subir la classe ouvrière et les masses populaires du Chili ; tenter d'empêcher que les leçons, toutes les leçons qui les accusent si nettement, soient tirées de cette si cruelle expérience. Faire appel à la sensibilité des masses et à leur légitime émotion pour les empêcher de réfléchir.

Obéissant fidèlement aux consignes dictées par les sociaux-impérialistes soviétiques, le Parti révisionniste chilien ne s'est-il pas révélé le meilleur fourrier du fascisme en propageant avec ardeur les illusions pacifistes et réformistes que le peuple paie si chèrement maintenant ? Ne s'est-il pas montré au Chili, l'agent le plus actif de l'abandon de la voie révolutionnaire, laissant les masses les mains nues et démobilisées face aux attaques futures de l'impérialisme et des forces réactionnaires ? N'a-t-il pas foulé aux pieds la grande loi de toute révolution qui exige que, face à la violence réactionnaire, il est indispensable d'opposer la violence révolutionnaire pour triompher. En fait, comme tous leurs compères de par le monde, les révisionnistes chiliens redoutaient les masses mobilisées et en armes. Car ils savaient bien que, une fois leur vraie nature démasquée, cette force et ces armes étaient susceptibles de se retourner contre eux. C'est pourquoi ils préféraient se passer du peuple et s'appuyer sur les organes, sur l'armée, la police, la justice, de l'état bourgeois.

Capitulation et collaboration

Ainsi que l'affirme le Parti Communiste Révolutionnaire du Chili, avant-garde du prolétariat chilien, dans un récent communiqué :

« Cela faisait plus de 10 ans que la Chine dénonçait, dans une grande polémique internationale, cette ligne anti-révolutionnaire, révisionniste et traîtresse. En soulignant les éléments extérieurs et les interférences étrangères, les révisionnistes essaient d'obscurcir le problème interne et, par là-même, de dissimuler leur responsabilité. Ils doivent cacher leur défaite et le caractère perfide de leur ligne pacifique. De plus, ils font cela afin, à la fois, d'empêcher le peuple chilien de tirer une juste conclusion de cette expérience douloureuse et, également, afin d'abuser et de continuer à abuser les autres peuples. Ils veulent apparaître comme des victimes pour cacher la banqueroute de leur ligne révisionnistes. Que ce coup d'état les fasse pâtir ou non, ils n'en sont pas moins les architectes responsables avec leurs slogans négatifs qui paralysent le peuple et l'empêchent de se préparer à d'autres formes de lutte. Leurs slogans : « l'armée chilienne est institutionnelle, soumise au Président et démocratique », « L'armée est le peuple en uniforme », ou, pendant les deux assauts contre le palais de la Moneda, le slogan « Pas de guerre civile ! », sont des slogans de capitulation et de collaboration et contribuèrent à consolider plus encore l'appareil réactionnaire... Cette idéologie désarma le peuple.

Les révisionnistes désarmèrent aussi le peuple matériellement en lui supprimant son droit d'auto-défense... Aujourd'hui les révisionnistes veulent faire endosser toute la responsabilité à la gauche chilienne. Par qui ? par ceux qui ne croyaient pas au passage pacifique, par ceux qui se battirent afin que la confiance dans les masses soit considérée comme la force principale ; par ceux qui conservèrent une conception de classe de l'Etat et de l'armée ; par ceux qui comptaient sur leurs propres forces et non sur celles du social-impérialisme ; par ceux qui pensent que l'indépendance et la révolution chilienne sont et seront l'œuvre du peuple chilien et que le Chili n'est pas un simple petit morceau que doivent se disputer les super-puissances... »

La main du social-impérialisme

Car si chacun a clairement conscience de la responsabilité de Washington dans le coup d'Etat au Chili, le rôle du social-impérialisme n'est pas mince non plus dans cette affaire. Il est, d'abord, le centre mondial du révisionnisme moderne, il a ensuite, tenter de faire pression sur le gouvernement Allende pour le rendre totalement dépendant et en faire une monnaie d'échange dans ses querelles avec Washington. Il a enfin osé camoufler ses responsabilités dans une odieuse campagne contre la grande Chine Rouge, meilleur soutien des peuples en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et la réaction.

En faisant grand bruit autour de la rupture de ses relations diplomatiques avec la junte, il s'est bien gardé d'évoquer le souvenir des coups d'états sanglants en Iran, en Indonésie, après lesquels il n'avait pas du tout jugé nécessaire de rompre ses relations diplomatiques. Toute cette démagogie déployée ne vise qu'à mystifier l'opinion mondiale, à camoufler sa nature d'ennemi de la Révolution et des mouvements de libération nationale.

Une exigence : tirer les leçons du passé

Quant aux révisionnistes français leurs larmes de crocodiles et les sanglots qu'ils répandent sur le sort du peuple chilien sont pure mise en scène. Après avoir indécemment clâmé à tout vent que l'exemple chilien était le meilleur garant du succès du Programme commun, ils prétendent maintenant vertueusement que *« le Chili n'est pas la France »* et que d'ailleurs ce qui s'est passé au Chili est uniquement la faute des gauchistes ». En témoigne l'article de Volodia Teitelboim, dirigeant révisionniste chilien auquel « l'Humanité » ouvre largement ses colonnes, adoptant ainsi ses thèses :

« Après le 11 septembre, beaucoup de gens s'interrogent : le peuple peut-il accéder au pouvoir par la voie pacifique ? Bien sûr, chacun a le droit de répondre à sa manière (sic !). Notre Parti répond : cette voie n'est pas exclue malgré le renversement du Gouvernement Populaire... (re-sic !). L'expérience chilienne a brillamment prouvé qu'il était possible de former un gouvernement populaire après une victoire du bloc des forces de gauche... »

Certes, voilà des affirmations qui ne doivent plus guère tromper grand monde au Chili ! Mais le P.« C. »F. lui, trompe encore trop de monde en France. C'est pourquoi il est indispensable de lui arracher son masque. Indispensable de le contraindre à révéler son vrai visage d'ennemi de la classe ouvrière et de la Révolution dans notre pays, d'ennemi des peuples en lutte pour leur libération, dans le monde.

Ce visage, il s'efforce toujours de le cacher soigneusement en refusant toute allusion au passé. C'est encore son organe central qui l'avoue cyniquement : *« la ligne de partage entre le peuple et ses ennemis ne saurait être tracée par rapport au passé, mais en vue de l'avenir. »*

Le sens des manœuvres trotskystes

Supporters fidèles du révisionnisme, les groupes trotskystes qui impulsent nombre de « comités chili » lui faisaient écho dès la mise en place de leur plate-forme — première mouture — affirmant :

« L'analyse politique de l'expérience chilienne est plus que jamais nécessaire pour qui veut poursuivre l'action et tirer les leçons des erreurs passées. Mais il est aujourd'hui des tâches plus immédiates. Par-delà les divergences et les contradictions d'hier, c'est l'ensemble des forces démocratiques chiliennes qui subit la terreur fasciste ; c'est l'ensemble des forces populaires qui se bat ; c'est l'action clandestine et militaire qui passe au premier plan. »

Et ils choisissaient de mener grand tapage autour d'une prétendue « Résistance armée » unifiée et organisée. Comme si le poids des illusions réformistes répandus par les révisionnistes pouvait s'effacer d'un coup, comme par magie, ils osaient écrire dans leur bulletin : *« Comprendre la lutte armée du peuple chilien, c'est, au-delà des schémas, comprendre comment des milliers de travailleurs qui, il y a trois ans, étaient encore sans grande conscience politique, en sont arrivés à prendre les armes. Comment le mot d'ordre « Résistance révolutionnaire armée » a-t-il pu en septembre 1973, devenir le mot d'ordre des masses chiliennes, c'est la question qui doit préoccuper tous les militants pour le socialisme. »*

Si nombre de jeunes anti-impérialistes et anti-fascistes sincères se sont laissés entraînés sur ces bases au départ, les interrogations grandissent parmi eux à l'heure actuelle. Car le poids des faits est là, implacable, qui éclaire le sens de cette manœuvre : mobiliser, sur des bases sentimentales, tous ceux qui se détournent des révisionnistes pour les ramener, insensiblement, à leur remorque. C'est ainsi que les inspirateurs trotskystes des « comités Chilis » ignorent délibérément les marxistes-léninistes chiliens dont ils osent même nier l'existence, « soutiennent » en parole exclusivement le M.I.R. tout en acceptant d'envoyer des fonds au « comité de Rome » dirigé par les révisionnistes chiliens.

Mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps et la clarification politique se précise chez nombre de militants qui, de plus en plus, s'interrogent sur la nature du véritable soutien à apporter au peuple chilien.

Quant à nous, nous le réaffirmons encore une fois : il ne saurait y avoir de soutien authentique à la lutte du peuple chilien sans dénonciation impitoyable de la responsabilité écrasante des révisionnistes modernes dans l'épreuve qu'il est en train de subir. Ce sont eux les premiers responsables de l'impasse dans laquelle il s'est trouvé au moment de l'agression des forces réactionnaires et impérialistes, impasse dans laquelle ils entendent pousser notre propre peuple. Nous devons tout faire pour les en empêcher.

STAMELEC (Bergerac)

les leçons d'une lutte

Après trois semaines d'occupation pour obtenir la réintégration de deux de leurs camarades, les 42 grévistes (qui sont pour la plupart, rappelons-le, de jeunes ouvrières) ont évacué les locaux :

— le patron a fermé la Stamelec,

— les 42 travailleurs sont sur le pavé d'une ville où le chômage croît de jour en jour.

Solidarité ouvriers paysans

« Le patron voulait interdire l'accès de l'usine : il avait placé un cadenas à la grille d'accès. Malheureusement pour lui un ouvrier s'est rappelé qu'un paysan du coin avait droit de passage sur ce chemin ; il n'y passait tout au plus qu'une ou deux fois par an. Mais ce jour-là il demanda au patron de la boîte de lui ouvrir la porte pour pouvoir passer « son chemin ». Le patron fut bien obligé d'enlever le cadenas ; ainsi les ouvriers purent s'engager dans le passage libre, et... le paysan s'en retourna par où il était venu, sans passer par ledit chemin.

Le patron coupe l'électricité dans l'atelier occupé : les ouvriers branchent une baladeuse sur le circuit qui éclaire les abords de l'usine. Le patron coupe l'électricité qui alimente ce circuit : les ouvriers demandent alors à une voisine de prêter son compteur. L'atelier occupé est maintenant éclairé et le patron ne peut rien y faire.

Ainsi que la solidarité financière ».

Au bout d'une semaine de grève, les bonzes départementaux étaient « descendus » pour conseiller aux travailleurs d'arrêter la lutte en acceptant six licenciements, ils avaient refusé.

Aurait-il donc fallu accepter les six licenciements ? La victoire était-elle impossible ?

NON !

Certes, devant la décision du tribunal de faire évacuer les locaux, il ne restait que deux solutions : accepter les deux licenciements ou engager une lutte « illégale » en poursuivant jusqu'au bout l'occupation, en déménageant le « trésor de guerre », etc.

Les travailleurs ne se sont pas sentis assez forts pour poursuivre la lutte et ont évacué l'atelier, félicités par l'U.L. C.G.T. :

« ... Les grévistes auraient certes pu ergoter, recourir à des subtilités de procédure et même jouer les jusqu'au-boutistes. Ils ne l'ont pas fait, montrant ainsi leur respect de la justice et leur volonté de conserver à leur lutte le caractère exemplaire qu'elle avait eu pendant trois semaines... » (Extrait d'un tract de l'U.L.-C.G.T.).

Il faut préciser qu'en deux semaines, les bonzes départementaux avaient eu le temps de « dépassionner » une bonne partie des militants de base locaux de la C.G.T.

Mais pourquoi donc les travailleurs ont-ils reculé devant un simple papier d'huissier ? Pourquoi donc les travailleurs ont-ils accepté 42 licenciements?

Bien sûr, la région n'a aucune grande tradition de lutte.

Bien sûr, la grève était certainement trop « passive », ce qui favorisait le découragement.

Mais surtout, les bonzes départementaux ont réussi (et en y mettant le temps !) à « dépassionner » le conflit. La majeure partie des travailleurs qui soutenaient la lutte, influencés par le révisionnisme, n'ont pas encore osé désobéir aux ordres : pour beaucoup l'amertume au cœur, ils ont « molli » leur soutien : rares étaient les militants du P.« C. »F. qui continuaient au bout de trois semaines à renforcer les piquets de grève.

Un comité de soutien aurait permis d'élargir le soutien et aurait évité ce genre de réaction : « puisque le P.« C. »F. ne mobilise pas ses troupes, je vois pas pourquoi j'irais le remplacer dans ce qui reste son boulot ! »

Enfin les bonzes révisionnistes ont laissé cette lutte dans l'isolement : les travailleurs de la Stamelec étaient informés sur les luttes de la classe ouvrière par France-Inter. Après un premier tract « passionné » de l'U.L.-C.G.T., plus rien n'a été fait au niveau des boîtes pour soutenir leur lutte.

Se sentant plus ou moins « lâchés », les travailleurs de la Stamelec ont arrêté leur lutte : ce ne sont pas les quelques millions que le patron va devoir payer (amendes, dommages et intérêts, arrêt des subventions, etc.) qui transformeront leur échec en victoire.

Il n'en reste pas moins vrai que les travailleurs de la Stamelec ont donné un merveilleux exemple à la classe ouvrière bergeracoise, que cette lutte leur a appris, ainsi qu'à de nombreux militants de base de la C.G.T. et du P.« C. »F. à se méfier (pour le moins!) des dirigeants révisionnistes.

Correspondant « H.R. »,
Le 29 mars 1974.

FORD (Bordeaux)

MALGRÉ LES TRAHISONS RÉVISIONNISTES LA LUTTE CONTINUE !

Dans l'article du 15 mars d'H.R. était expliqué le début de la grève à Ford : grève partie en dehors des directions syndicales sur des positions classe contre classe, mais reprise plus ou moins en main par les bonzes. L'évolution de la lutte cette semaine reflète aussi cette situation : d'un côté la volonté de la base des travailleurs d'imposer des mots d'ordre, des formes d'action dures, de l'autre les efforts déployés par les bonzes syndicaux pour limiter, canaliser cette lutte dans des limites « responsables et dignes ».

La lutte a connu un durcissement très net, la question clef que nous soulevions dans le dernier article, celle des piquets de grève, a été le centre des discussions pendant longtemps et malgré l'opposition des bonzes syndicaux, notamment C.G.T., les piquets sont devenus véritablement effectifs.

Le patron a immédiatement riposté : face à la volonté des grévistes, au durcissement des piquets qui avaient fermé la porte, il a envoyé la maîtrise ainsi que des cadres répressifs. Il s'en est suivi des heurts brefs mais violents. Il faut savoir que la maîtrise se compose généralement d'éléments issus de la petite bourgeoisie ruinée (petits commerçants, par exemple) ou par des éléments vendus n'ayant plus rien à voir avec le prolétariat (base de la C.F.T.).

Ces affrontements ont permis encore une fois de démasquer la ligne de collaboration de classe des bonzes C.G.T. cherchant l'unité sans principes avec la maîtrise, ainsi, un bonze syndical devait déclarer avoir reçu des coups sans les avoir rendus (on ne sait pas s'il a tendu l'autre joue !), ce à quoi de nombreux ouvriers ont répondu qu'ils les avaient rendus et qu'ils en donneraient d'autres s'il le fallait !

La ligne de collaboration de classe des dirigeants C.G.T. va ainsi jusqu'à chercher l'unité avec les chiens de garde du capital (cf. le slogan : « Tous les salariés ont leur place à la C.G.T. »).

On a pu voir aussi qu'entre un cadre et un ouvrier, il y avait deux poids et deux mesures, un cadre qui s'était fait un peu frotter les côtes a eu droit à une ambulance et a été envoyé à l'hôpital, alors qu'un ouvrier blessé n'a pu compter que sur ses camarades pour l'emmener.

En même temps qu'elle lâchait ses nervis sur les piquets, la direction a fait appel aux gardes-mobiles trois cars ont pris position devant l'usine. Les flics, en tenue de combat et armés, ont multiplié les «démonstrations» et sont restés là en permanence plusieurs jours.

A la fin de la deuxième semaine de grève, après que les flics aient ordonné d'ouvrir les portes, malgré la colère et la « mauvaise volonté » du piquet, le bonze de service s'acharne à semer la division et finit par déclarer qu'il ne reste que deux solutions aux grévistes : ouvrir eux-mêmes la porte ou faire une haie au commandant flic pour qu'il vienne l'ouvrir ! Et les révisos bonzes de la C.G.T. ne se sont pas contentés d'imposer cette dernière solution, ils sont allés « contenir » les gars qui « s'approchaient trop » des flics en train de faire leur démonstration au bord du parking.

Plier devant la loi bourgeoise, c'est se lier les mains, c'est pourtant dans ce cadre légaliste que veulent rester les bonzes syndicaux qui prônent le défaitisme et l'inaction face aux provocations patronales.

Pourtant, la détermination des ouvriers de Ford est grande, on a pu le voir lors de la manifestation du 19 commune avec la Saft. La manifestation en elle-même était démobilisatrice : trajet beaucoup trop long, pour finir... devant la mairie (!), mais les travailleurs ont su en faire une démonstration de leur combativité : devant la mairie fusaient l'Internationale et des slogans de lutte de classe alors que le service d'ordre C.G.T. et les bonzes essayaient, vainement, de faire passer des mots d'ordre plus « dignes ».

La lutte a connu un nouveau développement avec la journée d'action de la métallurgie organisée par les fédération C.G.T. et C.F.D.T. de la Gironde. Cette journée d'action est le reflet du développement des luttes dans la métallurgie bordelaise : Ford, Dassault, S.A.F.T., etc. La C.G.T. voulait en faire « le seul moyen pour amener le patronat à *une vue plus réaliste de la situation* » (communiqué dans *Sud-Ouest* : dans le même communiqué des conseils au patronat pour restructurer la métallurgie et aborder la crise économique !) mais en fait elle fit une démonstration puissante de la combativité, de la force des métallos bordelais. Renforcée par les usines de chaussures en lutte : Fachon, Mandoint, Souillac et par les comités de grève contre la réforme Fontanet (étudiants et lycéens). La manifestation a été placée sous le signe de la lutte par les grévistes de Ford et de la S.A.F.T. et aussi sous le signe de l'unité.

Malgré les trahisons des bonzes C.G.T., chantres de la collaboration de classe, qui démobilisent les grévistes (depuis la reculade devant les flics, les piquets se font de plus en plus maigres !) les ouvriers poursuivent leur offensive contre le capital pour la satisfaction de *TOUTES* leurs revendications.

Seule la lutte paie !

Vive le combat classe contre classe !

Bordeaux, le 21 mars.

Orléans

La manifestation des fonctionnaires

A la suite du mot d'ordre inter-confédéral C.G.T.-C.F.D.T., auquel se joignaient F.O. et F.E.N., pour manifester le 14 mars,, la première réunion des sections C.F.D.T. concernées décidait le vendredi 8 du contenu : augmentation uniforme des salaires, amélioration des conditions de travail. Non à tout licenciement et notamment le licenciement permanent que représente l'auxilariat, non à la privatisation-démantèlement. Les camarades dénoncèrent les manifestations presse-bouton ne permettant pas de mettre la base totalement dans le coup. La C.G.T. voulait une manif pour ouvrir les négociations, et refusait de faire appel à la population. Lorsqu'elle parla de service d'ordre, nous lui répondîmes que le 11 octobre (journée nationale de grève des fonctionnaires) nous étions tous au service d'ordre et que la manif s'est très bien déroulée.

Une réunion C.F.D.T. de toutes les sections concernées décida le 12 mars des mots d'ordre : augmentation uniforme des salaires, non au démantèlement, titularisation des auxiliaires, indice I.N.S.E.E. indice truqué, à bas la loi Fontanet, à bas la loi Royer... Notons que deux permanents U.I.S. (P.S.U.) refusèrent le mot d'ordre « Lip n'est qu'un début, continuons le combat » prétextant que Lip c'était le passé.

Jeudi 14 la manifestation à 18 h 30, C.F.D.T. en tête avec les banderoles rouges du Centre Hospitalier Régional. En tout 600 manifestants unis par « lycéens, étudiants, travailleurs, même ennemi, même combat ». La manif se termina par l'internationale. Sur le parvis de la Sécurité sociale se trouvaient les 2 à 3 révisionnistes de la cellule sécurité sociale diffusant le « défi démocratique ». A leur camelote, à leurs mots d'ordre bourgeois, les travailleurs du centre hospitalier ripostèrent spontanément par « une seule solution, la révolution prolétarienne ». Notre mot d'ordre médusa les révisionnistes, les réformistes P.S.U. et autres trotskystes à la queue du cortège et les étudiants qui s'étaient joints à nous,, qui tous restèrent sans voix. Les travailleurs venaient de montrer qu'ils sont la force principale de la révolution prolétarienne, les partisans les plus ardents de la lutte classe contre classe.

— Vive la lutte unie des hospitaliers, alliés aux fonctionnaires et autres travailleurs !

— Vive la lutte prolétarienne et populaire du peuple travailleur et des intellectuels progressistes, dirigée par le prolétariat révolutionnaire !

— Préparons des actions plus vastes et la révolution prolétarienne !

Les M.L.
de l'« Hospitalier Rouge »
du C.H.R.

—x—

U.G.E.C.O. (Guérande)

Depuis plus d'une semaine maintenant cent soixante-dix travailleuses de l'U.G.E.C.O. (confection de vêtements militaires) sont en grève. Depuis peu elles ont à la majorité déclarée la grève illimitée. Elles s'insurgent contre les bas salaires (5,43 pour les débutantes et 6,10 F pour les plus payées). Elles exigent une augmentation pour toutes. Elles disent « NON à la surexploitation des jeunes filles et des femmes » et « Le patron doit céder » !

Un lecteur de l'H.R.

POPULARISER LA GRÈVE DES BANQUES

C'est par dizaines de milliers que les employés de banques ont manifesté le 28 mars à Paris.

B.N.P. Barbès Paris

Jeudi 27 mars, les employés de la B.N.P.-Barbès ont expliqué leur lutte devant les 55 personnes réunies par le comité de soutien à la lutte des employés de la B.N.P. dans le 18e arrondissement.

Samedi 23 mars vers 20 heures, pas moins de 20 cars de policiers, C.R.S. et gendarmes mobiles pour expulser les 104 grévistes qui s'apprêtaient à continuer l'occupation du central Barbès de la B.N.P. pendant la nuit !

Voilà la véritable réponse des patrons de la banque et du gouvernement bourgeois aux justes revendications des employés !

Car les miettes accordées au cours des négociations de mercredi dernier sont une véritable insulte aux travailleurs ! Qu'on en juge :

Alors que les revendications sont :
— 1 300 F pour 40 heures à l'embauche (+ 250 F)
— 200 F d'augmentation pour tous
— 400 F de prime de vie chère
— paiement des jours de grève,

Les banquiers ont osé proposé à la B.N.P. : 40 F d'augmentation en moyenne, c'est-à-dire de 12 F pour les moins payés à 145 F pour les plus payés !

Lorsqu'on sait que la B.N.P., huitième banque mondiale, disposant de 80 milliards de francs (nouveaux !) de dépôts, réalise 2 milliards et demi de francs de profits sur le dos de ses 43 000 salariés auxquels elle ne verse qu'un milliard de salaire, et la satisfaction des revendications ne coûterait que 0,2 milliard de francs.

Devant cette attitude insolente des patrons de la banque que fait la C.G.T. ? A longueur de colonne, jeudi et vendredi dans l'« Humanité Blanche », elle publie les « résultats » (positif ?) des négociations ! Elle tente ainsi de démobiliser les employés, et surtout la population qui n'a pas ainsi les moyens de comprendre pourquoi la grève continue ! Et ce n'est pas un hasard. Déjà, tout au long de la grève, les employés ont dû déjouer ces manœuvres.

La C.G.T. a réussit à empêcher l'élection d'un comité de grève. Elle a fait élire ses militants dans les commissions (popularisation, occupation, etc.) pour empêcher la coordination entre ces commissions. Enfin, alors qu'à Barbès l'occupation du centre avait été décidée en A.G. à une majorité écrasante, 2 jours après, le mercredi 20, sous prétexte que l'occupation était « minoritaire » (200 employés la nuit, 400 le jour sur environ 4.000, et pas toujours les mêmes !), la C.G.T. s'est désolidarisée de l'occupation en proférant des calomnies sur les occupants :

— présence « d'éléments extérieurs » : en fait il y avait quelques employés d'autres centres B.N.P. et de quelques agences,

— entretien de l'ordinateur non assuré : après l'expulsion, la Direction a estimé inutile le constat par huissier l'ordinateur étant en état de marche.

Mais face aux patrons, malgré les manœuvres de sabotage de la C.G.T. la riposte des travailleurs ne s'est pas faite attendre :

Après l'expulsion, le lundi 25, au central Barbès, des piquets de grève ont été installés bloquant successivement l'entrée des différents services. Mercredi, la Direction lock-out le centre. Le lendemain, une bonne partie des non grévistes n'ont pas osé entrer sous les yeux des grévistes et sous la protection des flics (50 à 100 policiers).

● Les employés des agences qui ont élu un comité de grève, constitué par les délégués des différentes agences se réunissent tous les jours en A.G. et décident l'occupation en masse d'une agence locale pour la journée. Au cours de ces occupations surprises ils peuvent discuter avec les clients et les non-grévistes.

● Enfin, jeudi 28, plus de 40.000 employés de banque, ceux de la France entière ont manifesté dans les rues de Paris. (Un employé sur 3 pour la région parisienne).

Aujourd'hui, malgré la tranquillité apparente affichée par les patrons de la banque, la situation est excellente pour les employés.

Privés des renseignements fournis par les ordinateurs, la liaison entre les différents services étant désorganisée par les piquets de grève, le gouvernement, les patrons banquiers n'ont plus le moyen de contrôler le crédit, la masse monétaire : les billets sortent de la Banque de France mais n'y rentrent plus !

Depuis le 15 janvier, on ne connaît plus le chiffre du commerce extérieur !

Enfin, la grève a déjà coûté aux patrons deux fois plus cher que la satisfaction intégrale des revendications pendant 1 an !

La détermination des employés de la banque fera plier les genoux aux patrons banquiers !

Soutien total aux employés de la B.N.P. !

A bas la ligne de capitulation et de collaboration de classe des dirigeants de la C.G.T. !

Vive la lutte classe contre classe !

Correspondant H.R.

—o—

Lyon

Il s'agit d'un mouvement sans précédent démarré il y a 5 semaines à la B.N.P., 75 % de grévistes au centre administratif, 30 à 40 % au Crédit Lyonnais, 100 % au centre C.L. de Rillieux avec un piquet de grève, 60 à 70 % à la Société Générale, etc. Même dans les petites banques ça a bougé et des collectes de soutien ont été faites par les travailleurs des Caisses d'Epargne qui ne sont pas en grève.

Face à ce mouvement, les banquiers pratiquent la corruption. Les non-grévistes, qui forcent les piquets de grève, sont payés en heures supplémentaires avec prime de repas de 9 F.

Quand aux dirigeants locaux révisionnistes de la C.G.T. Banques, ils ont cherché dès le début à temporiser, demandant par exemple au début la suspension de la grève pour plusieurs jours de façon à attendre la réponse des banquiers, combattant ainsi l'idée de grève illimitée que la base a finalement imposée.

Dans un tract du 20 mars, ils montrent leur savoir-faire de diviseurs en s'attaquant aux justes mots d'ordre « d'occupation, de piquets de grève, de comité de grève ». Et c'est vrai qu'ils ont tout fait pour discréditer et isoler un comité de grève naissant, ils se souviennent des Lip et de leur Comité d'Action.

Cela n'a pas empêché des grévistes, y compris C.G.T., de passer à des occupations de quelques agences dans la région, ni le lancement par des grévistes actifs d'un gala de soutien qui a été un succès financier.

A signaler aussi un Débat-rencontre entre grévistes des banques et grévistes lycéens, ainsi qu'une motion de soutien votée par 300 étudiants de la Faculté des Lettres.

Ce sont là les initiatives qu'il faut développer, de même que la création d'un comité de soutien. Ce sont des idées que nous, marxistes-léninistes de l'« Humanité Rouge », essayons actuellement de répandre ici et là, dans la mesure de nos forces qui sont modestes.

Propos recueillis auprès de grévistes actifs.

SEMM (Trignac)

LUTTONS JUSQU'A LA VICTOIRE

Notons au passage que Trigano, tout comme Ricard, est un grand ami des révisionnistes, ceux-ci leur font d'ailleurs une large publicité !

A Trignac, l'occupation se poursuit, mais là encore le révisionnisme a fait son œuvre. Sur six cent trente-deux licenciés, même pas un tiers se trouve sur le lieu d'occupation (seulement le matin il y a beaucoup de monde). Si bien qu'en cas d'intervention de la police (l'occupation a été condamnée par la justice du capital) il n'y aura pas de riposte possible.

L'action des travailleurs est tout de même notable :

Manifestation du 26 mars des ouvriers de la « SEMM » à Saint-Nazaire.

— Manifestations à Saint-Nazaire;

— Blocage du train de Paris pendant plus de dix minutes (20 mars) ;

— Présence à la pose de la première pierre de l'usine yankee Eaton à la gare de Brais (16 mars) ;

— Le 16 mars : les femmes et les enfants des travailleurs de la S.E.M.M. étaient eux aussi dans la rue.

La solidarité s'organise autour de la S.E.M.M. malgré la pression des révisionnistes et des réformistes :

— Distribution de poisson par les pêcheurs de la Turballe ;

— Visite des travailleurs de l'U.G.E.C.O. en grève depuis une semaine à Guérande ;

— Match de foot dont la recette a été donnée aux travailleuses et aux travailleurs ;

— Organisation d'un ball-trap à la S.E.M.M. (il y avait beaucoup de monde) ;

— Représentation gratuite à Trignac de la pièce traitant de l'avenir de la région de Guérande « Presqu'île à vendre ». La collecte a été faite au profit des grévistes de la S.E.M.M. ;

— Dimanche dans l'après-midi un gala de solidarité avec chanteurs, boissons, etc., se déroulait dans la boîte. Dans la soirée, tout le monde a dansé sur la musique du Fest-noz qui a attiré beaucoup de monde ;

— Des quêtes ont été faites à la porte des usines (à la S.N.I.A.S., chacun a donné une heure de son salaire) et au porte à porte dans la région.

Malgré le silence de la presse bourgeoise parisienne, les travailleurs de la S.E.M.M. feront connaître leur combat !

Malgré le frein révisionniste et la rapacité patronale, les travailleurs de la S.E.M.M. lutteront jusqu'au bout !

S.A.F.T. - Bordeaux

La grève se durcit

La S.A.F.T. : *Société des Accumulateurs Fixes de Traction est une des grandes usines de Bordeaux* (1.250 *salariés environ*). *Dépendant du trust C.G.E., du grand capital, cette usine fabrique des accumulateurs et des piles (Leclanché). Elle est classée dans le secteur métallurgie (alors qu'une grande partie du travail est un travail de chimie : acides, etc.). Ce qui permet de refuser aux travailleurs ce à quoi ils auraient droit s'ils étaient dans la chimie, ce qui permet au patron de les faire travailler dans des conditions de salubrité honteuses.*

L'usine emploie une grande majorité de femmes. La S.A.F.T. a toujours été une usine où les luttes étaient dures, notamment en 1968 *où la S.A.F.T. a été une des premières usines en grève et une des dernières à reprendre dans la Gironde.*

Le vendredi 8 *mars les travailleurs de la S.A.F.T. se mettaient en grève à plus de* 80 % *pour la réintégration d'un ouvrier professionnel, militant syndicaliste, exclu à la fin de la période d'essai de* 15 *jours. La lutte est partie très spontanément par le débrayage d'un atelier qui a fait le tour des ateliers en les faisant débrayer les uns après les autres.*

La grève a continué le lundi en rajoutant d'autres revendications : 200 *F pour tous et* 1.400 *F minimum pour tous.*

La direction a cherché à faire pourrir la grève, envoyant quelques cadres aux piquets pour diviser les grévistes et faire reprendre le travail aux moins fermes. Aidée en cela par la C.G.T. qui sous prétexte de garantir l'unité au sommet avec la centrale jaune F.O. se refuse à durcir la lutte. La C.G.T. se sert dans ce cas précis de F.O. comme paravent pour cacher sa ligne de collaboration de classe, pour s'opposer à l'action dure souhaitée par la base. Depuis, après un affaiblissement durant la première semaine la grève est repartie de plus belle avec actuellement 80 *à* 85 % *du personnel en grève, dont les bureaux qui n'avaient pas débrayé le premier jour et qui depuis ont rejoint la lutte.*

Un fait est extrêmement grave pour la continuation de la lutte ; c'est la ligne défaitiste prônée par les bonzes du syndicat C.G.T. qui disent aux travailleurs « la S.A.F.T. n'a jamais cédé même en 68 » ; *ils se cachent derrière F.O. qui crache son venin presque chaque jour contre la grève de Ford pour prôner l'attentisme et l'inaction.*

Ces bonzes ont proposé aux patrons de la S.A.F.T. de rembaucher l'ouvrier professionnel licencié comme manœuvre ! La direction a eu beau jeu de répondre non. L'attitude de cette direction est très claire comptant probablement sur la « caisse noire » des patrons de la métallurgie, elle refuse absolument les revendications des grévistes et se contente de proposer des choses minimes qui sont de véritables insultes aux travailleurs.

Mais là comme à Ford la volonté de lutte l'emporte sur le découragement et le mécontentement. Plus le temps passe et plus il joue contre le patronat et ses serviteurs les bonzes syndicalistes, la volonté de se battre est grande chez les travailleurs de la S.A.F.T. hommes et femmes, l'idée de durcir la grève, de passer à des formes d'action décisives est de plus en plus souhaitée par la base.

La grève de la S.A.F.T. connaîtra sous peu des développements d'importance, la ligne des bonzes révisionnistes marquera le pas devant celle de la lutte classe contre classe.

Seule la lutte paie !

23 mars 1974.

Correspondant H.R.

LES ETUDIANTS CONTRE LA REFORME FONTANET

L'année dernière, malgré le mouvement de grande ampleur qui s'est développé, la bourgeoisie n'a pas cédé sur les D.E.U.G. alors que précédemment des mouvements plus faibles avaient fait supprimer d'autres projets de réorganisation de l'enseignement.

Pour la Réforme Fontanet, il semble bien que le mouvement des étudiants lycéens, C.E.T., se heurtera à une opposition encore plus dure, car la Réforme est absolument nécessaire au plan de restructuration capitaliste à l'Université.

Déjà, les lycéens, C.E.T., étudiants ont pris conscience de l'importance de cette refonte du système et ont commencé à développer leur lutte. Malheureusement, si l'immense majorité d'entre eux se sent concernée, le désir de lutte n'aboutit pas à des actions concrètes. Beaucoup en effet, sont découragés par des A.G. où s'affrontent des groupes trotskystes et révisionnistes monopolisant la parole, décourageant toute participation, toute initiative de l'assemblée, et ne débouchant sur rien. Ils sont découragés aussi par l'inefficacité de mouvements de grève qui soit aboutissent à vider les facs (les gens restent chez eux), soit s'effilochent, faute de travail de masse, explications, analyses, popularisation auprès des travailleurs eux aussi concernés (sinon à l'occasion de manif assez mal préparées et qui finissent par démobiliser).

Telle est la situation à Censier et Jussieu. Quant à Tolbiac, devant une mobilisation assez importante les premiers jours, — mais qui commençait à décliner — la bourgeoisie, espérant briser le mouvement a fermé le centre (comme à Clignancourt et dans de nombreux lycées).

Face à ces carences, des étudiants se sont organisés dans des comités d'information qui fonctionnent déjà depuis longtemps à la Sorbonne et commencent à travailler à Censier et Tolbiac. Ces comités tentent notamment de susciter une mobilisation effective à partir d'une connaissance plus approfondie de la Réforme, de son rôle dans le système capitaliste et de ses conséquences.

En effet, la lutte ne peut aboutir que si la majorité des étudiants y participe, mobilisée par une information complète et une réflexion collective.

— Non à la Réforme Fontanet !

— A bas la restructuration capitaliste !

— Lycéens, C.E.T., étudiants, travailleurs, tous unis !

— A bas la sélection de classe !

Des étudiants
de Censier et Tolbiac,
Militants H.R.

Imprimerie Darboy - Montreuil

Occupation depuis le 1er mars

90 salariés, dont une trentaine d'administratifs, cadres et représentants. Une quarantaine de travailleurs participant à la lutte et occupant l'entreprise depuis le 1er mars.

A la suite d'une faillite frauduleuse, tous les salariés ont été licenciés, sans indemnités. Un administrateur judiciaire s'est hâté de liquider l'affaire en 14 jours, le 12 février ; bien qu'il y ait en commande la valeur de 2 mois de travail.

Rappelons que dans « Le Livre », la syndicalisation à vrai dire est pratiquement obligatoire : sans carte pas d'embauche. Là, à Montreuil, 90 % sont syndiqués (C.G.T.). Et pourtant, d'après les ouvriers eux-mêmes ,la C.G.T. du Livre a attendu 4 semaines pour donner signe de vie, elle a « agi » de la même manière à l'imprimerie Golland (de Lavollan).

Quel est l'objectif qui est visé ?

Quelle est la revendication qui est mise en avant ?

Il s'agit surtout d'obtenir des indemnités de licenciement. Même si pour certains il s'agit autant de se battre pour le droit au travail, cela comporte un certain danger et détourne la lutte dans une impasse. Car, de fait, *lutter pour des indemnités c'est déjà accepter le principe même des licenciements*, c'est capituler sur l'essentiel. En plus, on ne peut pas courir deux lièvres à la fois. Par principe, c'est le principe même du droit au travail qui doit être défendu pied à pied. Ne vaut-il pas mieux un emploi continu que d'être sur le pavé, au chômage (pendant combien de mois ?), même avec un peu d'argent en poche ? Alors que dans l'imprimerie le problème de l'emploi est particulièrement crucial.

Dans ce cas la forme de lutte employée est-ce le plus important ? Sous le couvert de formes de luttes dures comme la grève avec occupation, les révisionnistes peuvent tenter de manipuler les travailleurs honnêtes, c'est-à-dire utiliser leur « nouvelle tactique », comme par exemple à Rateau où ils sont même allé jusqu'à manifester sur un champ de course un jour de tiercé.

C'est avant tout *l'objectif visé* qui doit être clair et juste, les moyens d'y aboutir viennent après. Pour ne pas prêter le flanc aux coups de l'ennemi : ne pas faire de compromis sur l'essentiel. Peut-on faire échec aux plans patronaux et du capitalisme si l'on ne s'en donne pas les moyens ? Quel que soit le pourcentage de syndiqués le Comité de grève est indispensable, les non-syndiqués ont autant le droit à la parole. L'organisation de la lutte doit être l'affaire de tous les grévistes. Une arme efficace pour la popularisation, c'est le comité de soutien. A Darboy, tout cela manque pour l'instant.

Les révisionnistes veulent récupérer le mouvement et tentent de manipuler les grévistes, mais ceux-ci sont bien décider à ne pas se laisser faire. Alors... vigilance !

E 100 LIBRAIRIE "LES HERBES SAUVAGES"

70 rue de Belleville 75020 PARIS

- **RAYONS DE LA LIBRAIRIE**
  - Classiques marxistes-léninistes
  - Chine, Albanie, Afrique, Vietnam
  - Travail : histoire, production, droit et syndicalisme...
  - Histoire : Révolution française, Commune, Résistance
  - Economie
  - Littérature

La librairie peut procurer par correspondance tous les livres des éditeurs français.
(Frais de port à notre charge pour toute commande supérieure à 25 F, sinon ajouter 20 % du prix de la commande).

QUELQUES NOUVEAUTES

- **EDITIONS DE HANOI**
  - **Lointaines étoiles** 5,35
  - **Dans les prisons de Thieu** 2,70
  - **L'accord de Paris** 8,60
- **EDITIONS DE PEKIN**
  - **Bibliothèque du marxisme-léninisme** (tous les classiques rassemblés en emboîtage cartonné) 25,00

QUESTIONNAIRE

(à envoyer à E-100 - 70 rue de Belleville - 75020 PARIS)

- Chacun, dans un certain domaine (histoire, littérature, technique, etc.) possède des connaissances précises. Vous avez sûrement lu de bons ouvrages. Pourriez-vous nous en communiquer les titres et si possible les éditeurs.

.....
.....
.....

- Quels sont les livres qui vous sont utiles dans la vie quotidienne ?

.....
.....
.....

- Quelles sont pour vous les meilleures heures d'ouverture de la librairie ?

.....

- Suggestions diverses :

.....
.....
.....

DE PLUS EN PLUS, LA CLASSE OUVRIÈRE S'ARRACHE A L'INFLUENCE RÉVISIONNISTE

De nombreuses luttes se développent actuellement et la place nous manque pour parler de toutes. Que ce soit dans les banques, dans la région nantaise qui a de très grandes traditions de luttes, ou dans d'autres secteurs. Partout également, les dirigeants révisionnistes sabotent les luttes quand ils n'ont pas le monopole de la direction. Sinon, au nom de " l'intérêt national " ils tentent de les dévoyer dans l'impasse du Programme commun.

Aux Houillères de Lorraine et dans de nombreuses luttes, les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. jouent le rôle de la C.F.T. Cette dernière, montrant ouvertement son visage fasciste, ne trompe pas grand monde, alors que les idées bourgeoises colportées par les révisionnistes influencent les larges masses ouvrières et populaires, ce sont elles qu'ils faut combattre avant tout. Pour les patrons, pas besoin de l'épouvantail C.F.T. quand les jaunes Séguy, Krasucki, Berthelot sont là ! Ce sont eux les pires ennemis de la classe ouvrière.

A Lip, dont nous parlerons la prochaine fois, la lutte continue. A Rateau, les ouvriers sont divisés, alors qu'à Lip, avec des méthodes de lutte classe contre classe, ils sont unis et ils ont rejeté la ligne de collaboration de classe des révisionnistes modernes.

Clermont-Ferrand : Usines Bergougnan
(filiale de Kléber-Colombes)

LES MÉFAITS DE LA LIGNE DE COLLABORATION DE CLASSES DES DIRECTIONS SYNDICALES RÉVISIONNISTES ET RÉFORMISTES

La grève a démarré le jeudi 14 mars. Le vendredi matin 80 % des ouvriers sont en grève, « dirigés » par les délégués C.G.T.-C.F.D.T.

Les dessinateurs et techniciens partent eux aussi en grève, puis sous l'impulsion d'employés (non-syndiqués) les services comptabilité Analytique et comptabilité clientèle se joignent au mouvement. *La moitié des « bureaux » sont en grève, ça n'est jamais arrivé depuis près de 50 ans qu'existe l'usine.* Les revendications sont : 200 F d'augmentation pour tous.

Certains employés (en grève pour la première fois), faute de directives mobilisatrices reprennent le travail pour la journée.

Le lundi, il n'y a toujours pas de piquets de grève, pourtant réclamés par les travailleurs. A l'A.G., les travailleurs refusent la proposition des délégués de voter pour savoir si on continue, et expriment vivement et unanimement la volonté de continuer.

Malgré de nombreuses protestations, les délégués veulent faire des réunions séparant ouvriers et mensueis. Pour s'opposer à la mise en place de piquets de grève, ils disent « qu'il s'agit d'une décision grave », que « cela risque de compromettre les négociations ». Ils seront quand même mis en place mardi matin. Les délégués-traîtres n'en continuent pas moins leur travail de sape, ils renvoient les travailleurs chez eux en leur disant : « vous serez prévenus par la radio pour ce qu'il y aura à faire » !

Le mercredi, les délégués organisent un vote à bulletin secret : 452 se prononcent pour la poursuite de la grève, 156 contre et 9 blancs. Malgré ce vote les délégués escamotent les revendications principales et ne parlent plus seulement que du paiement des jours de grève (qu'ils avaient refusé de présenter auparavant).

Quand des délégués ne font grève que pour réclamer seulement le paiement des jours de grève, c'est sûr que ce n'est pas tellement sérieux et que dans leurs têtes ça ne peut pas durer bien longtemps. Un bonze C.G.T. devait même dire au patron, après le vote du matin : « Les ouvriers ne sont plus très chauds pour faire la grève », ce qu'il n'avait en aucun cas à dire au patron même si c'était vrai. Cette trahison écœurante ouvrait les yeux à un jeune délégué C.G.T. qui allait ensuite dénoncer et rapporter aux travailleurs la trahison.

Mais ce n'était pas fini, le patron disant qu'on ne pouvait discuter sérieusement sur l'indemnisation des jours de grève que si les portes étaient ouvertes, alors la direction et les délégués bras dessus bras dessous descendaient ensemble ouvrir les portes de l'usine, quelques renards en profitant pour se précipiter et se faire bien voir.

Le lendemain matin une manifestation à laquelle les ouvriers sont appelés au dernier moment et par le canal de la presse bourgeoise (communiqué dans la Montagne) est un véritable fiasco.

Ce vendredi matin et toujours par la presse bourgeoise locale ensemble les syndicats et le patron appellent à la reprise du travail. Selon les syndicats « un léger pas en avant » a été fait par la direction, mais eux qui étaient si soucieux d'organiser des votes pour savoir s'il fallait continuer la grève, ont pris la décision tout seuls, sans consulter la base, pour la reprise. Ils se contentent de dire qu'ils (les délégués) donneront des précisions aux travailleurs.

Les délégués se font tout petits et lorsque les travailleurs apprennent que ce sont eux qui ont ouvert les portes. Ils sont indignés et complètement écœurés. L'un d'eux leur dit très justement : « Vous n'avez pas honte, de quel droit avez-vous ouvert les portes alors que personne n'était là ? »

Toute la journée du jeudi va se transformer en assemblée prolétarienne, où les délégués C.G.T. et C.F.D.T. seront au banc d'accusation, penauds et hagards, surtout l'après-midi, l'équipe du soir venant s'ajouter à l'équipe du matin. Les accusations fusent de toutes parts :

Des ouvriers : « sortez-le (à l'adresse d'un délégué qui essayait piteusement de se justifier), vous avez toujours cherché à diviser les ouvriers des mensuels alors qu'on est tous pareils ! A bas la division ! Sortez-le ! »

Certains délégués essayèrent même d'apitoyer les ouvriers en osant dire : « Vous n'allez tout de même pas mettre vos délégués sur la paille... »

En l'absence d'un noyau organisé d'ouvriers conscients et dévoués capable de diriger efficacement la grève, l'écœurement prenait le dessus et les travailleurs décidaient de reprendre le travail.

Mais heureusement un jeune délégué saura courageusement tirer la leçon de cet échec en intervenant publiquement à peu près en ces termes :

« Au début de la grève une employée m'a dit qu'il fallait que ce soit les travailleurs qui prennent en main leur lutte, *en élisant un comité de grève pour diriger la grève, et qu'il fallait occuper l'usine.* Au début je n'étais pas d'accord avec elle mais maintenant j'ai bien vu qu'elle avait raison. »

Il devait ajouter qu'il savait très bien qu'en défendant cette position il risquait fort d'*être exclu par les dirigeants de la C.G.T.*, mais qu'il continuerait à défendre la vérité. Symbole éclatant qui signait la trahison ; le jour même Georges Séguy était à Clermont pour participer à un congrès de syndicats C.G.T.

Qui est responsable de la fin lamentable de la grève de Bergougnan, comme de la trahison et de la démobilisation dans tant d'usines ? C'est la ligne révisionniste de collaboration de classes, l'idéologie bourgeoise de capitulation répandue dans la classe ouvrière par les dirigeants traîtres du P.« C. »F. et de la C.G.T. Séguy et ses compères sont comme des radis, quand on gratte le rouge, le blanc apparaît. Ils parlent (de moins en moins c'est vrai) de lutte de classe mais chaque fois que les ouvriers veulent mener la lutte classe contre classe ils tremblent et crient à l'aventure, au gauchisme.

Les Séguy et Cie parlent de démocratie mais chaque fois que les travailleurs veulent prendre en main leur grève par élection d'un comité de grève révocable à tous moments, appliquant la véritable démocratie prolétarienne, ils refusent parce que, disent-ils, les travailleurs pourraient être manipulés par des gauchistes. *Mais les travailleurs ne sont pas des imbéciles et de plus en plus comme à Bergougnan ils refusent de se faire manipuler par les directions syndicales qui cherchent à les dévoyer dans l'impasse de la collaboration avec la bourgeoisie.*

Correspondant H.R.

Saint-Nazaire : chantiers de l'Atlantique

Non au lock-out !

Suite à l'action des travailleurs pour les 200 F pour tous (débrayages, manifestations dans les ateliers...), les patrons ont décidé de lock-outer les 9 000 ouvriers.

Après un meeting ce matin à 8 h sur le terre-plein de Penhoët, face aux Chantiers, on est parti en manifestation sur Saint-Nazaire. Quelle manifestation ? Une balade dans les rues de Saint-Nazaire, puis devant la sous-préfecture. Tandis que les « délégués » discutaient, un haut-parleur diffusait des VALSES-MUSETTES ! A part ça, on est resté là à attendre, l'ambiance étant plutôt à l'écœurement et au découragement, certains travailleurs sont partis.

Beaucoup se posaient la question : « pourquoi on a pas occupé les Chantiers ce matin, et même dès vendredi ? ». Parce que tout le monde s'attendait au lock-out, malgré ce que disait la radio. Les directions syndicales réformistes et révisionnistes n'ont rien fait pour mobiliser dans ce sens-là.

Alors qu'on bloquait l'avenue de la République (principale artère de la ville), un révisionniste disait à un groupe de jeunes ouvriers : « L'occupation, à quoi ça servirait ? A 3 km de la ville personne n'aurait été au courant » ! « C'est pourtant depuis qu'on occupe la SEMM qu'on en parle » ! « et c'est plus positif de parler avec les patrons » !

Tandis qu'on bloquait l'accès à la ville au pont de chemin de fer, de nouveau les valses-musettes ! C'est sans doute pour détendre l'atmosphère ! Certains travailleurs avaient voulu aller jusqu'à la SEMM (Trignac). 3 km, qu'est-ce que c'est ? Mais là encore il n'en était pas question, il fallait rester là à écouter leur musique. Si bien qu'au bout d'une heure pas mal de gars étaient partis.

Malgré le frein révisionniste et réformiste, la colère monte et les travailleurs feront reculer le patron et arracheront les 200 F.

A BAS LE LOCK-OUT !

Saint-Nazaire : rassemblement des grévistes.

VIVE L'OFFENSIVE DE LA CLASSE OUVRIERE !

Correspondant H.R.

Dernière minute :

Grâce à leur action, les travailleurs des Chantiers ont obtenu la levée du lock-out.

Mais rien du côté de l'augmentation de 200 F.

Leur action ne se termine pas là ; les patrons doivent payer !

Démocratie prolétarienne ou démocratie social-fasciste ?

Souvent n'entendons-nous pas parler de démocratie dans les luttes actuelles. Mais de quelle démocratie s'agit-il ? Démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne ?

Comment applique-t-on « sa » démocratie dans la pratique ?

Ce mot a toute sa signification suivant la conception du monde que l'on a, bourgeoise ou prolétarienne ?

C'est ainsi que l'un des chefs de file du révisionnisme moderne a précisé au cours d'un entretien, publié dans « France-Nouvelle » numéro 1480, quelquefois de façons tortueuses, contradictoires ou en éludant la question fondamentale de la classe, le contenu bourgeois de « leur » démocratie. Il s'agit du ndtoire Henri Krasucki — bien connu du patron des patrons François Ceyrac pour sa griffe au bas des accords de collaboration de classes — qui a répondu à un certain nombre de questions posées bourgeoisement par Yvonne Quilès, présentant la classe ouvrière comme « la majorité silencieuse ».

Le titre de cet article est à lui seul un reflet significatif de leur conception du monde, *« La démocratie dans les luttes ce n'est pas un luxe mais une nécessité ».*

Avant d'aborder le fond de ce problème, quelques questions sont posées, sur « le développement des luttes », la « combativité des travailleurs », « leurs revendications ». Krasucki reconnaît amèrement que « partout où les luttes s'engagent, elle (la combativité) est considérable », et se déclare dépassé, « ce qui se passe dans les banques est exceptionnel. C'est une chose qui donne à réfléchir ».

Et puis, quant aux contrats de progrès « c'est une invention de la nouvelle société ». Mais qui donc négocie ces « contrats de progrès » ? Sinon les directions syndicales, les porte-parole du révisionnisme moderne et du réformisme.

La popularisation des luttes, question « difficile », se trouve ramenée à « l'attitude sérieuse, responsable et patiente des gaziers et électriciens » que contrôlent encore les structures révisionnistes du P.«C.»F. et de la C.G.T. Mais pas un mot sur le sabotage révisionniste de la popularisation de la grande grève des « LIP ». Il est vrai que cette dernière lutte échappait totalement au contrôle des structures révisionnistes. Alors l'anti-Lip se présenta. Rateau est actuellement le symbole de la nouvelle tactique révisionniste.

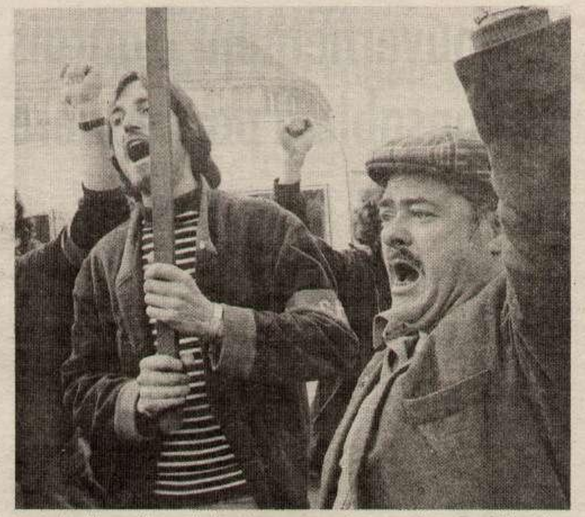
Mais le gros morceau c'est « la conception fondamentale de la C.G.T. à propos de la démocratie dans les luttes ».

Krasucki, ce kautskyste d'aujourd'hui, précise « qu'il ne peut y avoir lutte de masse sans démocratie ». Ce qui a priori paraît correct. Mais de quelle démocratie s'agit-il ?

Dans les lignes qui suivent, il exprime sa haine bourgeoise, son mépris des masses. « Les théories infantiles *de la spontanéité l'idée que les travailleurs savent tout, et tout seuls* (ne sont-ils pas au contact direct de l'exploitation capitaliste ?), ne sont pas de choses neuves mais éculées et qui ont marqué les balbutiements de la lutte ouvrière ».

Et dans la question « vous considérez que les travailleurs ont atteint leur majorité ? », il précise sa pensée bourgeoise en des termes méprisants pour la classe ouvrière. *« C'est pour cela que nous faisons confiance à leur jugement, à leur bon sens »,* — et nous attirons l'attention de nos lecteurs, de nos camarades sur ce qui suit —, *« dès lors qu'ils ont des éléments d'appréciation, d'information et les propositions que les organisations syndicales ont la responsabilité de leur fournir. Des informations vraies, complètes, et des propositions émanant de l'organisation syndicale, discutées d'abord avec les syndiqués, parce que la démocratie syndicale est un élément-clé de la démocratie ouvrière ».* (Nous en connaissons quelque chose pour ne parler que de l'Alsthom - Saint-Ouen concernant l'exclusion de la C.G.T. et le licenciement de notre camarade Claude Lebrun entre autres.) « Notre responsabilité syndicale c'est encore de montrer la nécessité de l'organisation. *Sur cette base,* tous les travailleurs à part entière, syndiqués ou non, ont à se déterminer pour adopter des objectifs et des méthodes de lutte qui les rassemblent. Ce n'est pas un raisonnement théorique (l'on s'en doutait), c'est une question d'efficacité (tiens) face à un adversaire affaibli mais encore puissant et redoutable. (...) L'isolement, l'aventure, l'ordre dispersé, l'irresponsabilité servent un tel adversaire ».

Camarades lecteurs, militants, vous avez bien lu ? Oui ! Alors réfléchissons, «la démocratie syndicale est un élément de la démocratie ouvrière ». Cela est un mensonge ni plus ni moins ; lorsque nous demandons une assemblée des syndiqués, que nous répond-on ? « Camarade, cela n'est pas possible, tu sais que les camarades syndiqués ont des transports fatigants et qu'ils ne seront pas présents, alors nous faisons nos réunions en comité restreint et toi tu n'en fais pas partie. »



Eh bien sûr ! les décisions sont prises en comité restreint sous l'influence directe du porte-parole révisionniste et l'on connaît la suite...

Parlons aussi « des informations vraies, complètes, etc. ». Arrêtons-nous un instant sur les grèves des Houillères de Lorraine. Les déclarations d'Achille Blondeau, secrétaire général de la fédération C.G.T. du sous-sol, met en cause « une minorité » de huit travailleurs du lavoir Simon qui bloquent la production et seraient responsables du lock-out de 6 500 mineurs, qu'en est-il ? C'est que deux grèves ont eu lieu, une au lavoir Simon votée le 13 mars à la quasi-unanimité des 45 ouvriers, et une autre à l'entretien qui était pour la reprise du travail le 14 mars, 8 ouvriers étant pour la continuation de la lutte déclenchée le 13 mars sur un effectif de 50 dont 29 présents. Voilà comment on falsifie la réalité.

Et Krasucki, qui n'est pas à une démagogie près, déclare à propos de la question suivante : « Ce que nous souhaitons pour eux (les travailleurs) demain dans la conduite des affaires du pays, nous le leur reconnaissons maintenant dans la conduite de leurs propres affaires. En ce sens, l'expérience démocratique accumulée dans le présent est, en effet, une garantie pour l'avenir ». Les travailleurs apprécierons largement l'esprit révisionniste « aligne-toi sur la poignée des éléments révisionnistes infiltrés dans le mouvement ouvrier et tais-toi ».

Et Krasucki résume en quelques lignes la pensée social-fasciste du révisionnisme moderne : « La démocratie dans la conduite des luttes, c'est d'une part assumer ses responsabilités d'organisations syndicales et, à partir de là, faire confiance à la capacité de jugement des travailleurs », ce qui paraît en contradiction nette avec « l'idée que les travailleurs savent tout... ».

Pas du tout, un peu plus loin, dans son entretien, il renouvelle sa démagogie sociale : « Certes, nous ne considérons pas que les organisations syndicales doivent seules décider de tout et pour tout. Il est bien évident que, dans la lutte, ce sont ceux qui luttent qui, en dernière analyse, doivent prendre les décisions, toutes les décisions : objectifs, méthodes, conclusions. « Mais à condition d'être « informés, intéressés », et attention dit Krasucki : « est-ce que cela peut se faire mieux et autrement que sous la responsabilité des syndicats » ? Naturellement, du point de vue révisionniste, « les travailleurs organisés sont les plus évolués et les plus conscients des travailleurs ». Car de l'autre côté il y a « l'ignorance et l'expérience au détriment de la conscience et de l'organisation ».

« Nos » révisionnistes veulent tout simplement une petite poignée servile qui obéisse à la baguette. Ils ne veulent surtout pas des masses qui s'expriment, qui s'éduquent dans les luttes, comme dans les comités d'action, les comités de grève, comme dans les assemblées populaires du type de la Commune de Paris.

D'ailleurs, sur les comités lycéens, il passe très rapidement et encore plus vite sur « la constitution d'un comité de grève » qui rassemblerait « ce que l'on appelle « la majorité silencieuse » (selon Yvonne Quilès) — c'est-à-dire les non-syndiqués, de loin les plus nombreux ».

Comme cette question est restée sans réponse, nous nous permettons de rappeler la position de classe qu'avait la C.G.T. il y a quarante ans.

Dans « Esquisse d'une histoire de la C.G.T. », deuxième édition de 1958, à la page 152, il y est précisé : « L'occupation est solidement organisée de jour et de nuit. Les bureaux de la direction sont occupés, les téléphones sont aux mains des piquets de grève qui peuvent ainsi se tenir en constante relation avec l'extérieur. Chaque jour se réunissent des assemblées de grévistes et des réunions de comité de grève. C'est sur ces comités que repose la direction du mouvement, ils sont en liaison constante avec les syndicats et avec les grévistes, ils organisent le ravitaillement et les loisirs, ils veillent à la sécurité contre les sabotages et les provocations toujours possibles (des équipes de travailleurs assurent cette sécurité et entretiennent le matériel). »

Oui, les communistes marxistes-léninistes sont pour la démocratie syndicale, mais pas à la sauce révisionniste, et ils font tout pour que réellement cette démocratie syndicale s'exprime, se manifeste concrètement.

Oui, les communistes marxistes-léninistes sont pour la démocratie prolétarienne, afin que la classe ouvrière, les larges masses dans le combat classe contre classe s'expriment, s'éduquent, prennent en main leurs responsabilités de classe pour préparer d'une façon conséquente la révolution prolétarienne, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. L'obstacle principal à la révolution c'est le révisionnisme moderne.

Luc DACIER.

Le gouvernement français responsable à part entière de la campagne antichinoise

Cela fait déjà plusieurs semaines que le film de Yanne-Dassault est sorti sur les écrans à Paris et en province. Faisant écho à la juste indignation des représentants du peuple chinois, une large partie de l'opinion progressiste de notre pays a dénoncé le caractère provocateur de ce film vis-à-vis du peuple chinois et du peuple de France.

Dans cette campagne de dénonciation, notre journal et nos camarades ont été à l'avant-garde et ont repris la juste revendication du peuple chinois en exigeant l'interdiction du film et en organisant une large campagne de dénonciation du film du tandem Yanne-Dassault :

Si le mot d'ordre exigeant l'interdiction de cette ordure a reçu un accueil chaleureux chez un nombre important de travailleurs, il n'a pas encore recueilli l'adhésion des larges masses de notre peuple.

Nous devons donc nous poser les questions suivantes et y répondre :

— Pourquoi ?

— Ce mot d'ordre est-il juste ?

— Si oui, expliquons-le afin d'y rallier le plus grand nombre.

Pour répondre à la première question, nous devons replacer la sortie de ce film et la campagne menée pour exiger son interdiction dans le cadre de la situation générale que connait notre pays à l'heure actuelle — qui est celle du processus de fascisation que les marxistes-léninistes ont été les premiers à analyser et à dénoncer et dont, à l'heure actuelle, se convainquent des couches toujours plus larges des masses populaires.

La brochure publiée par H.R. sur la fascisation la définit ainsi à la page 32 : « La fascisation, c'est la remise en cause des libertés fondamentales, leur liquidation progressive ». Ces libertés fondamentales sont les libertés démocratiques :

— liberté d'opinion,

— liberté d'association,

— liberté d'expression.

Alors, les progressistes nous disent : Vous prétendez défendre les libertés démocratiques et lutter ainsi de façon conséquente contre le danger fasciste et vous demandez l'interdiction d'un film. Où est donc la liberté d'expression dans tout cela ? Vous êtes donc pour la censure ?

Ces arguments ont été repris par l'ensemble de la presse libérale et social-démocrate. Par exemple, « le Nouvel Observateur » critique le film mais ajoute que « de là à demander l'interdiction du film, ce n'est pas sérieux, chez nous, heureusement, il y a la liberté d'expression » !

Qu'en est-il donc de notre mot d'ordre ? Défendons-nous la censure ?

Prenons quelques exemples dans l'histoire récente de notre pays et dans l'actualité et posons quelques questions à nos « progressistes » :

— Les ouvriers ont obtenu en 1936, au prix de luttes opiniâtres et de manifestations de rues où certains ont trouvé la mort, l'interdiction des ligues fascistes. Etait-ce aller contre la liberté d'association ?

— Tous les antifascistes luttent pour l'interdiction des bandes fascistes, S.A.C., C.D.R. et autres, qui agressent sans cesse les travailleurs. Est-ce donc là lutter contre la liberté d'association ?

— Les travailleurs continuent à s'opposer avec fermeté à la reconnaissance du syndicat fasciste C.F.T. S'agit-il d'un soutien quelconque à la limitation du droit syndical ?

— Les antifascistes dénoncent sans relâche les crimes et les vexations dont sont victimes les travailleurs immigrés, les insultes racistes, est-ce lutter contre la liberté d'expression ?

En résumé : LA LUTTE POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES DOIT-ELLE SE MENER DANS L'UNITE AVEC LES FASCISTES ? *Evidemment NON !*

Mais, diront certains, cela n'a rien à voir avec le film de Yanne-Dassault !

Alors expliquons-nous :

Une des armes privilégiées du fascisme est la propagande. Goebbels n'a pas craint d'y consacrer un ministère. C'est lui qui disait en 1933 : « La propagande national-socialiste est primitive, mais la pensée du peuple est primitive » (!). C'est sans doute à Goebbels que le fasciste Yanne a emprunté son mépris pour les masses quand il lui sert ce torchon fasciste. Et nous ne devons pas nous laisser tromper par les révisionnistes quand ils se contentent de mettre en avant la « critique » de la « facture grossière du film » (faudrait-il en plus que les films fascistes soient bien faits !).

Déjà les nazis avaient utilisé le cinéma, ce moyen privilégié de propagande.

Rappelons-nous : « Le Juif Süss » qui s'attachait à montrer les Juifs comme des rapaces et des dégénérés bons à la potence ! Un autre film, « La honte noire », qui montrait l'occupation militaire de l'Allemagne par les troupes sénégalaises (allusion à la première guerre impérialiste de 14-18 où l'armée française avait utilisé les bataillons sénégalais comme chair à canon !) et tant d'autres...

La propagande raciste et fasciste doit être dénoncée ; c'est un poison pour notre peuple. Elle doit être interdite !

De plus, ce n'est pas un hasard si le film Yanne-Dassault (notre Krupp !) met en scène la glorieuse armée populaire de Chine qui a lutté de façon conséquente contre le militarisme fasciste japonais. Il n'y a pas si longtemps, les mêmes provocations fascistes s'adressaient à l'Armée rouge de l'Union soviétique de Staline qui, la première, a brisé l'étau hitlérien et fait reculer les armées nazies et libérer les peuples du fascisme.

Les fascistes savent bien que leur principal adversaire sont les communistes. C'est la Chine populaire leur principal ennemi. Et si le peuple chinois s'est dressé avec violence contre le film de Yanne-Dassault, ce n'est pas simplement, comme voudraient le faire croire les révisionnistes, parce qu'on y parle de « chinetoques » mais parce que tout ce film est une odieuse provocation contre le vaillant peuple chinois qui a toujours lutté de façon admirable contre le fascisme.

N'oublions pas cela :

— L'arsenal fasciste comprend la propagande fasciste qui utilise les moyens les plus élaborés : le cinéma, la radio, la télé sont avec la presse autant de moyens privilégiés pour atteindre les larges masses !

— Le film de Yanne-Dassault fait partie de cet arsenal !

— La propagande fasciste est d'abord et avant tout une propagande anti-communiste. D'abord le péril rouge, le péril jaune et le mécanisme est en marche. Si l'on n'y prend pas garde, il écrasera *tout* le peuple.

— Défendons la juste exigeance du peuple chinois !

— Il faut interdire le film fasciste et raciste de Yanne-Dassault !

— Chassons le venin raciste toujours et partout !

Des camarades.

Le film Yanne-Dassault n'est pas venu par hasard. En ce moment, nous avons affaire à une vaste offensive réactionnaire de dénigrement du socialisme, de la dictature du prolétariat représentée par la Chine populaire.

Voilà plusieurs mois, Antonioni profitait de l'invitation de nos camarades chinois pour déverser à travers un montage rusé, un torrent d'injures et de haine du peuple chinois, de son parti, du socialisme et de la Chine nouvelle (1).

Aujourd'hui, cette campagne antichinoise, loin de s'atténuer, est alimentée des plus basses " trouvailles " dont peuvent être capables les " artistes " d'une classe qui s'effondre. Et cela avec l'accord tacite du gouvernement français, remettant ainsi gravement en cause les principes sur lesquels sont établies les relations entre l'Etat chinois et l'Etat français.

Il y a eu la sortie du film du marchand de canons Dassault, visant à présenter la Chine comme une superpuissance impérialiste agressive.

Il y a eu la campagne publicitaire pour les cigarettes " Camel " qui, implicitement, assimile le petit livre rouge à un vulgaire objet de consommation et par là même est une grave insulte au peuple chinois, au communisme et à ses dirigeants.

Il y a eu, dimanche 31 mars au soir, à la télévision, le film américain " l'homme le plus dangereux du monde ", dont la bassesse et la vulgarité de ses auteurs n'est pas à démontrer.

Mais les réactionnaires au pouvoir actuellement ne sont pas les seuls dans cette campagne de dénigrement. Il y en a d'autres qui ont acquis beaucoup d'expérience ces dix dernières années : les révisionnistes modernes. Fidèles défenseurs des intérêts sociaux-impérialistes soviétiques, nos révisionnistes français n'ont pas été les derniers cette fois-ci encore pour se lancer dans les bassesses, les calomnies les plus vives, montrant leur profond mépris des masses en général et chinoises en particulier. Contredisant même les propos malhonnêtes de leur chef de file Marchais, selon lesquels, s'il ne disait rien sur la Chine dans son " Défi ", c'était parce qu'il manquait d'informations, ils n'ont pas arrêté de tranformer la réalité, de faire des interprétations fallacieuses et même d'inventer, dans le but de détourner le courant populaire grandissant d'amitié et de sympathie de la Chine, du socialisme et de son Parti communiste.

La campagne antichinoise, actuellement, est menée de front par TOUS les représentants de la bourgeoisie, des fascistes les plus notoires à ceux qui cachent les mêmes desseins sous le couvert d'une phraséologie marxisante : les révisionnistes, car pour eux, le marxisme-léninisme est l'ennemi numéro un.

Les marxistes-léninistes, où qu'ils militent, doivent être à l'avant-garde pour briser ces manœuvres bourgeoises.

Interdisons le film Yanne-Dassault !

Contre la campagne antichinoise, développons le courant d'amitié franco-chinois !

(1) Nos camarades chinois viennent de publier sous forme de brochure l'article du *Renmin Ribao* sur le film antichinois d'Antonioni : « Intentions perfides, procédés méprisables ».

Sur le petit écran, le film yankee
"l'homme le plus dangereux du monde"

— Film yankee relatant les « exploits » d'un espion U.S. en République Populaire de Chine qui doit s'emparer d'un Secret Scientifique d'une extrême importance pour les services secrets américains.

— Tourné à Hong-Kong. Cela en dit déjà long sur l'assimilation de Honk-Kong à la République Populaire de Chine. Le tournage avait donné lieu à de nombreuses manifestations contre le film. Les manifestants reprochaient aux cinéastes U.S. de donner une image complètement déformée du grand peuple chinois et du président Mao. L'effigie de l'acteur Grégory Peck fut brûlée en place publique. La presse communiste locale et la presse chinoise mit en garde les producteurs contre les conséquences graves que pouvait entraîner la continuation des prises de vue. Les manifestations anti-américaines se renouvelant et s'amplifiant, les yankees plièrent bagages pour continuer le tournage à... Taïwan !

— De quoi s'agit-il dans ce film ? Simplement de nous montrer qu'un espion américain dont on a farci le cerveau d'un micro émetteur — ce qui permet d'entendre toutes ses conversations dans un bureau de la C.I.A. — peut pénétrer en République Populaire de Chine — en réaté à Honk-Kong présenté comme la Chine Populaire — avec ses maisons de jeux, ses strip-teaseuses, ses bordels, etc. Cet espion américain rentre en contact avec un savant chinois anti-« maoïste » par l'intermédiaire — Devinez de qui ? — De Mao Tsé-toung lui-même, rien que ça. Cet espion américain devient amoureux bien sûr de la fille du savant qui lutte pendant une partie du film pour défendre la ligne du Président Mao. Car la fille du « grand savant » chinois sait que son père qui est très âgé n'applique pas et n'a pas assimilé la juste ligne de masse du peuple chinois. Mais sous le « charme yankee », la fille du grand savant fléchit et après maintes péripéties à l'américaine (découpage d'un plafond à l'acide nitrique, poursuite en jeep, attaque de milices populaires, attaque de soldats de l'armée populaire, etc.), l'espion yankee finit par rejoindre... la frontière Russe. Les services secrets américains se sont mis d'accord avec leurs homologues russes pour récupérer le grand espion. Comme quoi la collusion entre les deux super-puissances est mise en évidence dans ce film contre le peuple chinois, qui s'est révolté contre ses exploiteurs séculaires, tant intérieurs qu'extérieurs, et « qui veut donner des leçons de révolution aux peuples encore asservis : heureusement que nous sommes là nous autres supergrands pour veiller au grain. »

Vive le dixième anniversaire du Parti Communiste d'Australie (M.L.)

Le 15 mars 1974 était le dixième anniversaire de la reconstitution du Parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste). A cette occasion, les camarades E. F. Hill et N. Gallagher, respectivement président et vice-président du parti, ont effectué une visite en Chine (voir Pékin Information *n° 12 du 25 mars 1974).*

Le Parti communiste australien avait été fondé en 1920 afin de servir la cause du prolétariat australien, encouragé par le succès glorieux de la Révolution d'Octobre. Les travailleurs australiens avaient eu l'expérience de la trahison du Parti du Travail d'Australie (social-démocrate), de la banqueroute du parlementarisme et des syndicats de collaboration de classes ; du rôle de toutes les institutions mises en place par les capitalistes. Ils choisirent la voie révolutionnaire. L'histoire du parti est sinueuse. Sa jeunesse, son inexpérience, son manque de compréhension réelle du marxisme-léninisme, ses analyses encore superficielles de la réalité australienne l'amenèrent à commettre de nombreuses erreurs. Sa capacité à conduire les luttes ouvrières, du fait de son implantation assez limitée, était faible. Mais grâce aux efforts de tous ses militants, dans la grande dépression des années 1930, le parti guida et impulsa de grands mouvements de masse. Son influence et son importance grandirent. Il prit aussi une part importante à la lutte lors de la guerre antifasciste. Mais l'influence du parlementarisme, du légalisme avait maintenu un héritage important dans sa ligne de conduite et devait lui nuire. Son histoire se caractérise par la lutte entre une ligne révolutionnaire et une ligne bourgeoise. Cette dernière apparaissait à toute occasion, de droite ou de " gauche ", et les authentiques révolutionnaires combattirent sans répit les opportunistes.

En 1956, lors de la marée révisionniste, le parti fut attaqué comme nombre d'autres ; les révisionnistes s'efforcèrent de détruire son essence révolutionnaire. Beaucoup furent démasqués et durent le quitter ou en furent rapidement exclus. Mais certains réussirent, par la ruse, à s'y maintenir, malgré la lutte acharnée des révolutionnaires. De 1960 à 1963, les révisionnistes camouflés à l'intérieur du parti se montrèrent au grand jour et commencèrent une lutte impitoyable contre la cause du socialisme et les marxistes-léninistes. Ces derniers, levant haut la bannière du marxisme-léninisme, combattirent avec acharnement, notamment le camarade Hill, alors membre du bureau politique.

Les thèses révisionnistes furent toutes rejetées et c'est plus déterminés que jamais que les marxistes-léninistes sortirent de cette épreuve. Le 15 mars 1964, le parti était reconstruit : c'était là une grande défaite du révisionnisme moderne. Depuis, dix anées sont passées. Armé de la théorie marxiste-léniniste, le parti a acquis une meilleure compréhension de la réalité australienne, les erreurs de droite et de " gauche " ont été critiquées et autocritiquées. C'est dans la lutte que le parti s'est renforcé, c'est par l'expérience de la lutte de classe qu'il vit et grandit.

Vive le Parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste) !

Vive le marxisme-léninisme !

Nous publions ci-dessous un article extrait de la revue théorique du parti, The Australian Communist.

La lutte idéologique n'est jamais finie

La lutte pour édifier un parti révolutionnaire armé d'une juste ligne politique ne se finit jamais. A l'intérieur du Parti, la lutte doit se mener dans une atmosphère d'indépendance d'esprit et de vivacité. L'acquisition de cette « indépendance d'esprit » et de cette vivacité est déjà en elle-même une lutte. Qu'entendons-nous par là ? Nous voulons dire que chacun est décidé à présenter jusqu'au bout son point de vue, librement, point de vue soigneusement considéré dans une ambiance qui l'encourage à le pousser plus loin en avant, avec sérieux. Cela signifie que ces points de vue se développent dans une saine atmosphère où il n'y ait pas de médisance, de tricheries ni d'intimidation. Cela signifie la libre confrontation des opinions dans la volonté commune d'imposer la juste ligne marxiste-léniniste. Ce n'est certes pas une « discussion de salon ». Comme le dit Lénine, c'est plutôt que nous reconnaissons que « nous marchons en un groupe compact, longeant un chemin étroit et escarpé, chacun tenant l'autre fermement par la main ; nous sommes entourés par l'ennemi, et sous son feu constant. Mais nous sommes volontairement unis dans le but précis de l'anéantir... ». Le grand facteur de l'unité de notre Parti et de la vie du Parti est notre adhésion et notre dévouement à la cause de la révolution, à la cause du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung. Nous reconnaissons que nous sommes des étudiants du marxisme-léninisme et de la pensée maotsétoung. Nous avons fait de nombreuses erreurs. Mais nous progressons dans la connaissance à travers la résolution continuelle des contradictions entre l'ignorance et la connaissance, et ce processus doit être reconnu, respecté ; nous devons lutter pour l'appliquer.

Il est inévitable que des gens différents comprennent les mêmes problèmes de manières différentes. Cela arrive aussi chez les marxistes-léninistes. Ils peuvent avoir différentes solutions à proposer pour les mêmes problèmes ou bien le problème lui-même peut-il offrir différents aspects selon les esprits. Cela est dû à nos imperfections dans la compréhension de la théorie marxiste et à nos imperfections dans la pratique que nous en avons. Parce qu'une personne voit les problèmes ou les manières de les résoudre différemment d'une autre, ne signifie pas pour autant que l'une d'entre elle est un renégat. Par conséquent, aussi longtemps, que l'aspect principal reste clairement la défense du marxisme-léninisme, cela doit être fait dans une indépendance d'esprit. Il est facile pour les camarades qui ont toujours ou presque la même compréhension des phénomènes de réaliser l'unité. Mais il est plus difficile d'unifier sérieusement ceux qui ont une compréhension différente. C'est pourquoi il est facile aussi de condamner ceux-là comme anti-parti ou anti-marxiste-léniniste, ou même comme renégats. C'est là un héritage des bases pratiques du passé et le reflet des compétitions individuelles en système capitaliste qui ne cherchent qu'à abattre un rival. Dans la recherche de la vérité, tous ceux qui expriment honnêtement et sincèrement un point de vue doivent être écoutés avec un grand respect. Personne ne peut en être l'unique dépositaire.

Il peut y avoir des cas qui violent l'esprit du Parti et le centralisme démocratique. Chacune de ces notions — esprit de parti et centralisme démocratique — est un principe marxiste-léniniste. Aussi longtemps que le Parti adhère au marxisme-léninisme et s'efforce dans sa ligne politique et son organisation de pratiquer le marxisme-léninisme, l'esprit de parti et le centralisme démocratique seront les guides de l'organisation du Parti. Cela permet l'expression de diverses opinions dans l'indépendance la plus complète (sans risques de représailles d'aucunes sortes). Cela exclut la propagande d'un point de vue contradictoire avec celui du Parti, ou de la majorité du Parti. Cela exclut que les membres du Parti discutent de problèmes internes au Parti avec des gens extérieurs au Parti. Cela réclame la confiance dans le Parti, dans les membres du Parti, dans les auteurs de documents du Parti, etc. L'esprit de Parti, la discipline du Parti naissent de la conscience de classe, la conscience que la classe ouvrière ne pourra mener à bien sa tâche que grâce à son Parti marxiste-léniniste, armé de la théorie marxiste-léniniste. Aussi la discipline ne peut-elle être une chose imposée de l'extérieur ; elle est volontaire, librement consentie.

La tendance des gens à s'unifier trop promptement ou à voir trop vite les problèmes de la même façon, et à ne pas rechercher réellement l'unification avec ceux qui sont en désaccord ou qui ne voient pas les problèmes selon le même point de vue, peut facilement dégénérer en sectarisme à l'intérieur du Parti ; ou à la formation de fractions dans le Parti. Ce sont là des problèmes très sérieux.

C'est pourquoi « indépendance d'esprit » n'est pas une simple formule mécanique qu'il faut répéter ou à laquelle il faut élever un culte, mais un important principe pour défendre l'unité du Parti, sa discipline, et pour permettre une résolution correcte des problèmes. Il s'applique en tout. D'une manière ou d'une autre, certains ne contribuent pas à l'appliquer. Ce que nous devons encourager, c'est le plein échange d'opinions dans le but de s'unifier sur la base du marxisme-léninisme.

Il y a là une responsabilité très importante de chaque communiste dans la construction du Parti, dans son édification idéologique, politique et organisationnelle. Il y en a qui s'en remettent aux autres. Mais c'est là une erreur qui dessert la cause de la révolution. C'est de nouveau une question d'esprit de parti, de discipline. La responsabilité d'un révolutionnaire augmente sans cesse. Ce que l'on exige de nous s'accroît toujours. De nombreuses choses, petites et grandes, doivent être faites. Et nous seuls pouvons le faire.

Quelquefois des problèmes se posent qui nécessitent l'opinion de communistes expérimentés. Bien sûr, nous accordons de l'importance à l'opinion des camarades expérimentés, mais nous ne négligeons cependant pas l'opinion des autres camarades. Le fait qu'un camarade expérimenté émette un point de vue ne signifie pas qu'il est nécessairement juste. Toute question doit être débattue librement. Un camarade inexpérimenté peut souvent apporter un point de vue original, envisager le problème sous une lumière tout-à-fait nouvelle. C'est grâce à la libre confrontation des avis dans une atmosphère excluant toute contrainte que l'on pourra trouver une juste solution aux problèmes. Celui qui pèse arbitrairement de tout son poids parce qu'il a « l'expérience » n'accorde aucune attention au principe d' « indépendance d'esprit ». En vérité, celui qui agit ainsi viole l'esprit de parti.

Parfois l'unification ne peut être atteinte. En de telles situations, il peut être possible de remettre à plus tard l'étude du problème. La valeur de la solution d'un problème se juge à la pratique. Ce qui semble correct à un moment peut cesser de l'être si la pratique montre des imperfections. La capacité d'analyser et de synthétiser les résultats de la pratique et de modifier en conséquence les plans et les décisions sont des aspects essentiels de la lutte révolutionnaire.

Quelques camarades défendent leur point de vue trop passionnément. Ils s'y accrochent. Ils veulent l'imposer à tous. Ils ne comprennent pas pourquoi les autres ne comprennent pas de la même façon qu'eux. Il est bon de maintenir fermement son opinion, mais il est bon aussi de savoir écouter les autres et de ne pas se croire infaillible.

Il existe de nombreux autres aspects à ces problèmes. Notre conclusion est que mener la lutte pour étudier les problèmes ensemble, dans une totale atmosphère de liberté et de détente, de vivacité et d'indépendance, est un grand et continuel combat.

« The Australian Communist »
n° 56 (février 1973),
article intitulé :
« The ideological struggle is never-ending ».

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

UNE OUVRIÈRE NOUS ÉCRIT

Etant une lectrice de « l'Humanité rouge » et lisant le journal « Spécial femmes » du 8 mars il m'est revenue un souvenir qui remonte assez loin, puisque cela doit être vers les années 50, ce qui démontre bien que l'ouvrier a toujours été exploité.

J'étais moi-même ouvrière bobineuse dans une usine de textile. Nous dévidions des écheveaux de fil, laine, coton, etc. sur des métiers et les mettions en bobines. A chaque écheveau il fallait faire un nœud d'où bien sûr un peu de déchet puisqu'il fallait couper les deux fils qui dépassaient et cela répété plusieurs fois par jour, ou alors débrouiller un écheveau ce qui entraînait non pas seulement une perte de temps pour nous mais également des déchets qui à la fin de chaque quinzaine était pesé et déduit sur notre paye. C'était injuste puisque nous ne pouvions faire autrement mais ça n'était pas perdu pour le patron puisque ce déchet était réexpédié dans les filatures de Troyes et refilé pour passer ensuite en second choix. Mais chaque fois pour nous ouvrières c'était une perte de salaire et cela durant des années et c'est certainement toujours pareil.

Voici encore un deuxième cas d'exploitation patronale. Ceci se passait en 1956. C'était le début des collants qui dans les magasins à cette époque valaient très chers puisque c'était les premiers.

Donc un jour, le patron ayant une très grosse commande nous avaient fait travailler le dimanche matin ce qui lui arrivait d'ailleurs assez souvent. Le profit qu'il récupérait était très appréciable pour lui. Pour nous ouvrières : si nous avions refusé de travailler le dimanche matin, nous risquions le renvoi. Comme paiement nous avions droit à une paire de collant gratuit. Mais aucun paiement d'heures supplémentaires, ce qui représentait pour le patron un profit énorme ; car dans quatre heures de travail à 5 ouvrières, nous lui coupions chacune 12 douzaines de collants ce qui représentaient à nous cinq, 60 douzaines soit 720 collants qui lui revenait, à lui, à environ 0,50 pièce et qu'il revendait 300 F, donc il gagnait 2 160 F et nous donnait à chacune 1 collant à 0,50 ce qui lui coûtait alors 2,50 F. De plus ces heures de dimanche qui devaient normalement nous être payées plus chères n'étaient pas déclarées sur les grands livres de compte du patron ce qui lui faisait encore un bénéfice de plus.

Lettre d'un travailleur tunisien

« Je vous écris pour vous annoncer à quel point le fascisme et le racisme poussent le chef de chantier de ma boite contre les camarades qui ne se soumettent pas à l'exploitation, aux insultes à l'humiliation.

« Je suis un ouvrier tunisien, âgé de vingt-deux ans. Avant j'étais étudiant, mais comme je n'étais pas boursier, j'ai eu des difficultés pour vivre. J'ai effectué un stage F.P.A. (béton armé), j'ai eu mon C.A.P. et j'ai trouvé cette boîte — Gecoba — à Paris qui m'a fait un contrat d'un an. J'y suis depuis cinq mois, et j'habite dans un bungalow avec d'autres camarades nord-africains. Mais comme je n'ai pas l'habitude je tombe souvent malade (reins, etc.), et ces derniers jours j'ai eu une crise cardiaque, j'ai été hospitalisé pendant dix jours. En quittant l'hôpital le chef de chantier a demandé à me voir. J'y suis allé, il m'a demandé de déménager du bungalow, bien que sur le contrat le patron s'engage à me loger pendant la durée du contrat, mais je suis en train de lutter seul car dans cette région personne ne défend les intérêts des ouvriers. Il n'y a pas de syndicat ni d'organisation digne de confiance telle que la vôtre. Voilà, je vous avise car je risque d'être battu par les responsables de cette région (flics, etc.), car il menace d'appeler les flics dans le cas ou je refuse de déménager.

A bas le racisme, le fascisme !

Tous unis contre l'ennemi commun !

Un camarade ouvrier tunisien.

Le 30 mars 1974.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

4e semaine	412,50
Total général Martinique	1 501,75
Anonyme	2
C.D.H.R. M.	60
1 couple M.-L.	150
Des lecteurs du Val-de-Marne	6
Soutien à H.R.	3
1 C.D.H.R. province	124
Pour que H.R. reste à 12 pages et passe rapidement à 16 pages	10
En supplément à réabonnement T.B.	15
En supplément à réabonnement F.J.	20
Soutien à H.R. en plus de mon abonnement F.E.	10
Soutien au journal	1,65
1 lycéen : H.R. vaincra !	5
S. permanent, mars, Roger	49
Soutien à H.R.	50
C.D.H.R. Ouemal-Strafa	30
Soutien permanent des sympathisants	21
C.D.H.R. F.-Marty M.	72
C.D.H.R. Province	10
1 ouvrier du bâtiment	10
Des camarades de l'Ouest	43
1 étudiant M.-L.	10
Des travailleurs du S.-O.	225
C.D.H.R. Lousin	200
C.D.H.R. J.-Staline C.	45
C.D.H.R. Lissagaray	30
Soutien permanent R.-R.	160
2 femmes petits fonctionnaires	20
C.D.H.R. Ho Chi Minh	5
C.D.H.R. H.-Barbusse	10
1 lecteur sur un marché	3
1 passante pour soutenir les luttes ouvrières	1
2 M.-L. de l'O.R.T.F.	120
C.D.H.R. Manouchian (mars)	360
C.D.H.R. G.-Moquet	20
C.D.H.R. Stalingrad	100
C.D.H.R. E.-Varlin	35
2 travailleurs arabes sur sur le marché	1
Amis M.-L. de Montreuil	6
C.D.H.R. Dimitrov	50
C.D.H.R. Dallidet	100
1 étudiante contre la réforme Fontanet	0,20
Soutien aux luttes classe contre classe	40
Soutien H.R. T.	110
Total semaine	2 342,85
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	417 931,59
Soutien à la Martinique 5e semaine	766,80
1 sympathisant C.M.S.	50
En supplément à réabonnement U.G.	54
C.D.H.R. Carret	10
O.R.T.F.	4
C.D.H.R. Frankel	700
C.D.H.R. F.-Yveton	233
C.D.H.R. J.-Cathelas	32
C.D.H.R. M	60
Anonyme Paris en timbr.	371
D.P. soutien permanent	200
C.D.H.R. Politzer	348
Soutien à H.R.	4
A. Soutien à H.R.	1 000
1 C.D.H.R. de province en timbres	500
M.D. et G.B. pour la lutte contre le révisionnisme moderne	250
Soutien H.R. des travailleurs de l'Ouest	40
C.D.H.R. E.-Varlin A	54
Soutien à notre journal en plus de mon réabonnement L.C.	10
C.D.H.R. Ouemal-Stafa	10
Soutien aux peuples arabes	1
1 postier	2
1 infirmier	4
C.D.H.R. Gemnitz	20
Une petite commerçante	4
C.D.H.R. G.-Moquet	64
C.D.H.R. Stalingrad	80,45
2 postiers communistes	8,35
C.D.H.R. A.-Marty	8,50
1 dessinateur	8
Etienne	3
C.D.H.R. Ho Chi Minh	5
C.D.H.R. Dimitrov	100
1 ouvrier Rhône-Poulenc	12
C.D.H.R. E.-Varlin	31
C.D.H.R. Dallidet	20,25
Pour le combat politique et idéologique de l'H.R.	3
C.E. soutien à H.R.	35
Pour que continue le combat d'H.R.	3
C.D.H.R. Staline S.	58
1 jeune ouvrier	3
S. H.R., mars S.	50
Soutien à H.R. Sylvain	100
Soutien à H.R. Sylvain	100
Yves	3
1 postier	2
1 travailleur	3
S. H.R.	5
Total de la semaine	4 665,55
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	422 597,14
Soutien à la Martinique	

Conférence nationale du Parti Communiste marxiste-léniniste de Belgique

Le 9 juin 1973, à l'issue de ses travaux, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique publiait un communiqué de victoire annonçant la réunification du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, parti de l'avant-garde ouvrière, parti de la révolution socialiste.

En même temps, il convoquait une conférence nationale du parti, précisant qu'elle aurait valeur de premier congrès pour les camarades précédemment organisés autour du journal « L'Exploité » et de session extraordinaire du premier congrès pour les camarades précédemment groupés autour du journal « Clarté ». Il décidait que cette conférence aurait à procéder à l'élection du comité central du parti réunifié.

La Conférence nationale du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique ainsi convoquée s'est réunie dans le courant du mois de février. Elle a été précédée d'une large discussion des documents préparatoires dans toutes les cellules et dans toutes les régionales du parti. Celle-ci a montré qu'était entré totalement dans les faits le mot d'ordre du Comité central dans sa résolution du 9 juin 1973 : « **Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul parti réunifié, donc une seule ligne, une seule direction, un seul journal central.** ».

Les travaux préparatoires à la Conférence et les travaux de la conférence elle-même prenaient pour point de départ le « Recueil des documents du premier congrès du P.C.M.L.B. » et ils ont précisé la ligne dans quatre domaines : la politique internationale, le syndicalisme révolutionnaire, la fascisation et l'organisation léniniste.

Le rapport politique faisait notamment le bilan des succès remportés depuis la réunification du parti, de l'enrichissement apporté à sa ligne et traçait des perspectives pour l'époque à venir. Il a été approuvé à l'unanimité.

Les nombreuses interventions à la conférence venaient pour la plupart de camarades militant au sein des entreprises et ont insisté sur la justesse de la ligne du parti. La conférence unanime a mis en avant les acquis suivants du parti : un approfondissement idéologique qui nous arme mieux pour la lutte ; un renforcement profond de l'unité de pensée et d'action de l'ensemble du parti, une réelle direction collective ; des progrès réels dans l'organisation léniniste, dans l'édification des cellules surtout aux entreprises, la diffusion en progrès du journal vers les entreprises, une participation efficace des militants dans les combats de classe.

La Conférence a tracé les perspectives qui vont vers le renforcement de l'organisation du parti, la combinaison du travail légal et du travail illégal, le recrutement, la pratique et le développement de la pratique du syndicalisme révolutionnaire, la pratique du front uni.

Les travaux de la conférence ont été d'un très haut niveau politique. Les délégués ouvriers et les délégués jeunes dominaient largement.

Le Comité central a été élu à l'unanimité. Il comporte 65 % d'ouvriers.

Il a été décidé de publier les documents de cette conférence nationale.

Diffusez le numéro

SPECIAL FEMMES

Prix : 1 F

RECTIFICATIF

A propos de l'article sur Rateau, une erreur d'impression a rendu incompréhensible un passage (page 6, en haut de la deuxième colonne). Il fallait lire : « Nous n'avons pas à soutenir les objectifs des révisionnistes (par exemple Programme commun) sous prétexte qu'il y a les masses (qui les suivent, parce qu'elles sont trompées, abusées) ».

PROCHAINE PARUTION

CAMBODGE COMBATTANT

Brochure éditée par le C.I.L.A.,

retraçant la lutte héroïque du peuple cambodgien.

Dès maintenant passez vos commandes.

(C.I.L.A. - 107 rue de la Réunion - Paris 20e)

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	20 F	35 F	50 F
6 mois	46 F	80 F	100 F
1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
6 mois	85 F	140 F	
1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Les Forces armées populaires thaïlandaises attaquent l'ennemi

Selon la « Voix du peuple thaïlandais », depuis le début de cette année, les forces armées populaires thaïlandaises ont lancé à maintes reprises des attaques contre l'ennemi dans plusieurs provinces de thaïlande et mis hors de combat nombre de soldats ennemis.

Dans la province de Nakhon Phanom, les forces armées populaires ont abattu un hélicoptère ennemi et tué quatre officiers ennemis au cours d'un combat du 3 janvier dans le district de Na Kae. Au cours d'une embuscade tendue le 14 janvier à un convoi ennemi dans la commune de Dong Luang du district de Na Kae, elles ont tué 20 ennemis et blessé 10 autres. Le 18 janvier, elles ont pris la station de police de la commune dans le hameau de Dong Khuang, tuant 9 policiers et en blessant 8 autres. Elles ont aussi capturé une grande quantité d'armes et fait sauter un pont. Dans la nuit du 1er février, les forces armées populaires ont attaqué un point d'appui des « gardes du village » dans le hameau de Pon Ngam de la commune du même nom, district de Kam Cha-E, tuant ou blessant 22 ennemis.

Les forces armées populaires de la province de Nong Khai ont attaqué le 15 janvier une fortification des « gardes du village » dans le hameau de Baan Thao, district de Sang Khom, anéantissant 4 ennemis et s'emparant d'un certain nombre d'armes et d'autres équipements. Le lendemain, après avoir tendu une embuscade aux renforts ennemis envoyés dans ce hameau, elles ont fait sauter une jeep ennemi avec des mines et tué une douzaine d'ennemis. Le même jour, elles ont aussi pris d'assaut la station de police de Baan Nabon. Du 16 au 20 janvier, les forces armées populaires de cette province ont lancé des attaques successives contre l'ennemi en certains points des districts de Sang Khom et de Bung aKn. Elles ont pris une station de police et 4 fortifications des « gardes du village », tendu une embuscade aux renforts ennemis et tué 10 soldats. Le 29 janvier et le 5 février, les forces armées populaires ont dressé trois embuscades dans ces deux districts, tuant 13 ennemis et en blessant 4 autres.

Dans la province de Kalasin, les forces armées populaires ont attaqué, le 18 janvier, une fortification des « gardes du village », installée dans le district de Khan Muang, et ont tué 8 ennemis.

Le 3 janvier, les forces armées populaires dans la province de Nan ont attaqué les points d'appui ennemis dans le village de Phu Papaek et le village de Baa Namaen. Cinq soldats ennemis ont été tués et plus de 20 autres blessés. Trois casernes ennemies ont été détruites.

Dans les régions frontalières des provinces de Phitsanulok, de Loey et de Phetchabun, les forces armées populaires ont lancé récemment des attaques contre les troupes et la police ennemies surveillant la construction d'une route stratégique. Elles ont tué 6 ennemis dans la région de Phu Khai Thao, le 19 janvier. Elles ont mis hors d'action 7 ennemis dans une embuscade tendue contre des patrouilles ennemies dans le district de Dan Sai, province de Loey, à la fin de janvier. Les 26 et 27 janvier, les forces armées populaires ont fait sauter 2 véhicules militaires ennemis, mis en flammes un pont et mis hors de combat 22 ennemis sur la route menant de Uttaradit à Saeng Pha.

De plus, les forces armées populaires ont aussi attaqué les fortifications et les patrouilles de l'ennemi dans les provinces de Sakon Nakhon, Udonthani, Ubonratchathani, Chiang Rai, NaKhon Srithamarat et Phatalung.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Situation politique instable au Portugal

Les forces armées portugaises ont été deux fois mises en alerte depuis le 9 mars.

La crise a été provoquée par de graves divergences au sein de la clique dominante sur la façon de maintenir sa domination colonialiste face à la lutte armée pour la libération nationale qui remporte des victoires toujours plus grandes en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Selon des nouvelles, Antonio de Spinola, chef adjoint de l'état-major des forces armées portugaises, a tiré la conclusion de sa longue expérience de ses défaites désastreuses dans l'oppression des mouvements de libération nationale que seule l'oppression militaire ne sert pas à maintenir la domination colonialiste portugaise et qu'en affectant 50 % de son buget national aux fins militaires, le Portugal étouffe le développement de son économie. Il a préconisé alors des réformes trompeuses en même temps que les opérations militaires. Beaucoup d'officiers inférieurs mécontents de leur solde et des conditions de service, partagent les vues de Spinola.

Le gouvernement portugais a rejeté les propositions de Spinola. Les forces armées ont été mises en alerte du 9 au 12 mars et Antonio de Spinola et son soutien Francisco de Costa Gomes, chef de l'état-major général, ont été destitués le 14 mars.

Une révolte a été déclenchée le 16 mars par 300 officiers inférieurs qui s'opposaient à la destitution des généraux. Le gouvernement a décrété un état d'alerte le même jour, et a désarmé ces officiers et en a arrêté certains.

L'état d'alerte a été levé hier, mais la situation reste très tendue. Un porte-parole officiel du Portugal a dit que des rassemblements de protestation ont eu lieu dans des établissements militaires en d'autres endroits du pays, et qu'une explosion s'est produite au camp de Lamego, dans la partie nord du pays. Le gouvernement a destitué aussi Amaro Romeao, directeur de l'académie militaire.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Réunion de 22 pays à Kampala pour coordonner leur position sur le droit de la mer

Les représentants de 22 pays en voie de développement qui sont sans accès à la mer et géologiquement désavantagés, se sont réunis du 20 au 22 mars à Kampala pour coordonner leur position en vue de la deuxième session de la troisième conférence des nations unies sur le droit de la mer.

La réunion substantielle de cette deuxième session est prévue à Caracas pour le 20 juin et se poursuivra jusqu'au 29 août prochain. La vingt-huitième session de l'assemblée générale des Nations unies a autorisé la troisième conférence sur le droit de la mer à mettre au point une convention sur tous les problèmes concernant le droit de la mer.

Une déclaration publiée à l'issue de la réunion à Kampala souligne que la seconde session de la troisième conférence sur le droit de la mer doit travailler à établir un ordre légal d'ensemble dans les mers et océans et stipuler « un développement et une utilisation équitables et dans l'ordre des ressources maritimes, avec la participation de tous les pays, y compris les pays sans littoral et les autres pays géographiquement désavantageux ».

La déclaration estime nécessaire de « prendre en considération les besoins et les intérêts des pays en voie de développement, en particulier les pays sans accès à la mer et les autres pays géologiquement désavantageux ». Elle a énoncé plusieurs principes garantissant les droits et les intérêts essentiels de ces derniers. Ces principes, dit la déclaration, doivent être contenus dans le futur ordre légal pour les mers et océans.

Prenant la parole à la réunion du 20 mars, même Bagaya, ministre ougandais des Affaires étrangères, a préconisé la création d'un nouvel ordre mondial complètement affranchi de la domination des superpuissances et des pays industrialisés.

Elle a indiqué que bien que plus des deux tiers des mers baignent les pays en voie de développement, les développés ont pris la part du lion des richesses maritimes. C'est une injustice inacceptable qu'il est urgent de redresser.

Les pays représentés à cette réunion sont les suivants : Singapour, Zaïre, Soudan, Ruanda, Burandi, Malawi, Zambie, Bhoutan, la République centrafricaine Swaziland, Haute-Volta, Tchad, Lesotho, Mali, Nepal, Niger, Bolivie, Botswana, Afghanistan, Laos, Irak et Ouganda.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

La Tanzanie progresse dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme

Sous la direction du président Julius Nyerere, le peuple tanzanien, portant haut levée la bannière anti-impérialiste et anti-colonialiste, combat l'hégémonisme des grandes puissances, soutient vigoureusement les mouvements de libération en Afrique australe, et sauvegarde l'indépendance nationale et l'unité africaine ; il développe en même temps l'économie nationale, et a enregistré ces dernières années, de nouveaux succès dans ce domaine.

La Tanzanie est bordée par l'océan Indien à l'Est. En dépit de l'opposition et de la pression des superpuissances, le Gouvernement tanzanien a annoncé en août dernier l'extension de ses eaux territoriales de 12 à 15 milles marins, dans le but de défendre sa souveraineté d'Etat et ses ressources maritimes. Pour la même raison, la Tanzanie a rejoint d'autres pays riverains de l'océan Indien pour appuyer la déclaration souhaitant faire de l'océan Indien une zone de paix. Soutenu par son peuple, le gouvernement tanzanien a publié, au cours des six derniers mois, deux déclarations s'opposant à ce que « les grandes puissances profitent de l'océan Indien pour mener leur lutte militaire et leur compétition » et condamnant les superpuissances qui « ne tiennent aucun compte des intérêts des petites nations, ceux du tiers monde en particulier ». Les déclarations indiquent que la confrontation militaire des supergands dans l'océan Indien « constitue un grave danger pour les pays riverains de cet océan ».

Pour faire progresser leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, l'hégémonisme et le sionisme, le Gouvernement et le Peuple tanzaniens accordent une importance particulière à la sauvegarde et au renforcement de l'unité entre les peuples africains et les peuples des autres pays du tiers-monde. Cela constitue une importante contribution à la promotion de l'unité parmi les peuples africains, et entre les peuples africains, arabes et ceux des autres pays du tiers-monde.

Le président Nyerere a dit : « Il n'y a qu'un choix pour l'Afrique : s'unir et avancer ensemble ». Dans cet esprit, la Tanzanie s'efforce toujours d'établir et de développer ses relations d'amitié avec les autres pays africains.

Le Gouvernement tanzanien a rompu, en octobre dernier, ses relations diplomatiques avec Israël, dès que ce dernier déclencha sa guerre d'agression au Moyen-Orient. Il a réaffirmé son soutien à l'Egypte et aux autres pays arabes et donne son assistance matérielle à l'Egypte et à la Syrie. Le président Nyerere a aussi exprimé son soutien total à la juste lutte du peuple palestinien et fait l'éloge de l'action unifiée des pays producteurs de pétrole.

Tout au long de nombreuses dernières années, le Gouvernement et le Peuple tanzaniens ont toujours accordé un soutien résolu à la lutte des peuples d'Afrique australe en créant les conditions favorables à la lutte de libération nationale. De nombreuses organisations des pays africains qui n'ont pas encore conquis l'indépendance ont leurs quartiers généraux en Tanzanie ; le Comité de Libération africaine de l'Organisation de l'Unité africaine a aussi son siège à Dar Es-Salam.

La Tanzanie, bordée par l'océan Indien à l'Est et contiguë au Mozambique au Sud, attache une grande importance à l'édification de ses forces armées nationales et au renforcement de sa milice populaire, pour résister à toute agression des impérialistes et des colonialistes, défendre le pays et soutenir efficacement le mouvement de libération nationale.

Les forces populaires de défense tanzanienne, qui se sont développées dans la lutte contre l'impérialisme, furent officiellement fondées au début de 1965. Les cadres de cette armée, des commandants aux jeunes officiers, sont tanzaniens.

Les colonialistes portugais qui occupent le Mozambique ont pilonné, à maintes reprises, la frontière tanzanienne pour tenter de semer la subversion dans le pays. Pour défendre l'indépendance du pays et faire face à l'agression, un commandement de la milice nationale a été formé en 1973. Les dirigeants du Gouvernement tanzanien, les jeunes et les femmes dans les usines, les écoles, les organismes gouvernementaux et les régions rurales ont répondu à l'appel de l'U.N.A.T.

Pour consolider l'indépendance nationale, il est nécessaire de développer l'économie nationale. La Tanzanie a non seulement pris possession d'un certain nombre de compagnies et de plantations gérées par les colonialistes et mené à bien l'africanisation des cadres — mais a aussi obtenu d'excellents résultats dans le développement de l'économie nationale.

« A l'approche de la tempête, le vent envahit le pavillon », dit une ancienne poésie chinoise. La situation révolutionnaire des peuples africains, unis dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, est excellente. Le peuple tanzanien, riche d'une grande tradition de lutte, avance en bravant les tempêtes et les vagues de l'océan Indien.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Etablissement de relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et la République de Guinée-Bissau

Le communiqué conjoint sur l'établissement de relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et la République de Guinée-Bissau.

Le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, conformément aux intérêts et au désir des deux pays, ont décidé d'un commun accord d'établir des relations diplomatiques au niveau d'ambassadeur.

Le Gouvernement le Peuple chinois soutiennent fermement le Gouvernement et le Peuple de la République de Guinée-Bissau dans leur juste lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, ainsi que pour la libération de tout le territoire du pays et l'indépendance totale de la patrie.

Le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau reconnaît le Gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal représentant le peuple chinois tout entier, et la province de Taiwan comme partie intégrante du territoire de la République populaire de Chine.

Les deux gouvernements sont convenus de développer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays sur la base des principes suivants : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, dans les affaires intérieures, égalité et avatanges réciproques, et coexistence pacifique.

(Agence Chine nouvelle.)

Contraception et avortement libres et gratuits !

L'Humanité rouge appelle tous ses militants et militantes, tous ses sympathisants et sympathisantes,

LE 6 AVRIL A 15 H PLACE DE LA NATION

à se regrouper sous la banderole des femmes marxistes-léninistes :

— Sans émancipation des femmes, pas de révolution !

— Sans révolution prolétarienne, pas de libération des femmes !

Pour participer à la manifestation exigeant la suppression de la loi répressive de 1920, la liberté et la gratuité de la contraception et de l'avortement.

A nouveau la question de l'avortement revient au premier plan de l'actualité ou tout au moins au premier plan de la presse, de la télé bourgeoises et des parlottes parlementaires. Car, à vrai dire, elle n'a jamais cessé d'être d'une angoissante et brûlante actualité pour nombre de femmes prises au piège d'une maternité non souhaitée.

C'est l'occasion de rappeler nettement la position des marxistes-léninistes sur ce problème.

La revendication des couples — et en dernière instance, des femmes, qui portent encore principalement sur leurs épaules le poids de l'éducation des enfants — d'avoir, quand ils le veulent, les enfants qu'ils veulent, est fondamentalement juste. Elle est possible en l'état actuel des connaissances scientifiques. Elle implique la lutte pour toute une série de revendications que le système capitaliste refuse de satisfaire : des salaires décents, des logements corrects, des équipements sociaux (crèches, restaurants, blanchisseries) nombreux, commodes et bons marchés. (Combien de couples aussi souhaiteraient un nouvel enfant que les conditions d'existence ne leur permettent raisonnablement pas d'envisager).

Mais la bourgeoisie manifeste une âpre résistance à cette exigence. Deux faits en témoignent notamment :

— la modification de la loi sur la contraception, la fameuse loi « Neuvirth » qui dut attendre des années avant de voir promulgué un décret d'application. L'amendement qui vient d'être adopté récemment n'est que poudre aux yeux puisqu'il maintient l'interdiction de toute propagande anti-nataliste et de toute publicité commerciale sur les contraceptifs. Toutes choses qui sont généreusement accordées — voire imposées — dans les prétendus « DOM-TOM » où le développement rapide de la natalité, en même temps que l'accroissement de la colère des masses populaires, inquiètent la bourgeoisie colonialiste. Les vertueuses considérations morales qu'elle met en avant à grand tapage ne valent donc plus rien quand ses intérêts vont à l'encontre ;

— les restrictions apportées au projet de loi sur l'avortement qui, concédé sous la pression de la colère des femmes, a été soigneusement évincé, grignoté, enterré depuis lors. Ce contre-projet Ségard qui sera discuté à l'ouverture de la prochaine session parlementaire, marque en effet un net recul par rapport au premier projet envisagé, pourtant déjà ultra-réactionnaire.

Qu'on en juge : la loi répressive de 1920 changera de date mais l'essentiel de ses dispositions seront maintenues. Pour avoir le droit de se faire avorter — et ce pendant les 8 premières semaines de la grossesse uniquement — les femmes dont la vie ne serait pas « manifestement en danger » ou dont le futur enfant ne serait pas « gravement anormal », devront accepter de se faire passer pour folles devant de doctes commissions de magistrats et de médecins qui décideront, en leur bien et place, si elles pourront se faire avorter ou non.

Nombre de femmes du peuple devraient ainsi poursuivre la quête angoissée d'une bonne adresse pour se faire avorter dans des conditions douteuses et à prix d'or. Nombre d'entre elles continuent d'y laisser leur équilibre, leur santé, quand ce n'est pas leur vie, puisque tel est le bon vouloir de MM. les capitalistes qui continueront de brandir au-dessus de leur tête la menace de la prison.

Mais n'est-ce pas aussi l'intention profonde des révisionnistes ? L'extrême discrétion du fameux « Programme commun » sur cette question : *« une législation de caractère non répressif sur l'avortement sera établie. »* — n'a pas fait matière à « révision » récemment. Le P.« C. »F. qui, dans son propre programme, maintenait l'exigence d'une commission de « sages » accordant ou non aux femmes le droit d'avorter, garde toujours un silence prudent sur cette question. Quant à la mobilisation des femmes — toutes extrêmement sensibilisées sur ce point — elle est carrément nulle de sa part. C'est que, accorder à la femme le droit d'être maîtresse de son corps et de ses maternités, est lourd de remises en questions révolutionnaires. Les révisionnistes, comme les capitalistes, le savent et le redoutent.

Les femmes sauront en tirer les conclusions quant à leurs luttes et à leurs perspectives révolutionnaires. D'ores et déjà, c'est sans attendre qu'elles descendront dans la rue le 6 avril, aux côtés de tous les révolutionnaires et progressistes, pour imposer ce droit fondamental qu'on prétend leur refuser :

Contraception et avortements libres et gratuits !

A tout instant, les Galeries Lafayette font des profits sur le dos des travailleuses

Les Galeries Lafayette ! Un grand magasin connu mondialement. Le plus chic de Paris, le plus cher aussi.

La très grande majorité du personnel employé à la vente sont des femmes. Elles sont tenues de ne pas « détonner » dans ce cadre de superluxe.

— « Ne soyez pas toujours habillées de la même manière », nous a-t-on précisé à la formation. Il faut aussi être bien coiffée (nous avons même droit à deux heures payées par mois pour aller chez le coiffeur) et la fatigue peut très bien se cacher sous d'épaisses couches de maquillage, rouge à lèvres et autres produits de beauté, indispensables, paraît-il, « pour être vraiment une femme attirante » (sous-entendu : pour faire acheter à ces messieurs, n'hésitez pas à les charmer).

Comment se passe une journée ordinaire pour une vendeuse des Galeries Lafayette

La plupart habitent en banlieue. Durée moyenne de trajet : une heure le matin, une heure le soir. Le matin, ça va. On peut accompagner les enfants vers 8 heures à l'école, mais le soir on n'est pas rentrées avant 19 h 30 ou même 20 heures. Alors les enfants restent seuls ou bien vont chez une nourrice. Durée d'absence de la maison : onze heures par jour.

Rentrer à la maison, jeter un œil sur les devoirs des enfants, faire le dîner, coucher tout son petit monde, faire la vaisselle, il est déjà 22 h.

Alors, pour essayer de vivre un peu, pour ne pas se coucher sur cette impression de travail ininterrompu, on regarde la télé même si les programmes sont idiots. « C'est tout ce que je suis capable de faire. Je suis trop fatiguée pour lire ou même discuter avec mon mari », déclare une vendeuse.

Mais pourtant, diront certains ! travailler dans un grand magasin n'est pas aussi fatigant que de travailler en usine. Certes, mais ceux qui disent cela n'ont sûrement jamais travaillé ni en usine ni dans un grand magasin. Ce n'est pas parce que la cage est dorée que l'exploitation est moins grande.

Prenons par exemple la période des fêtes ici. Disons du 20 novembre au 22 décembre. D'abord, pendant cette période, on travaille six jours par semaine obligatoirement. Les stands trop petits (de façon à gagner de la place pour en installer d'autres) regorgent de marchandises, trois, quatre ou cinq vendeuses se bousculent à l'intérieur de cet espace réduit, le tabouret disparaît parce qu'il prend trop de place (donc plus moyen de s'asseoir de la journée). Si on ajoute la chaleur, le bruit (musique d'ambiance, annonces publicitaires), l'agitation incessante, les chariots à décharger, l'énervement de ne pouvoir faire un geste sans donner un coup à sa collègue, le chef qui passe constamment pour voir si on fait bien le chiffre, les clients qui s'impatientent, vous avez un aperçu de la fatigue nerveuse et physique que les vendeuses peuvent ressentir le soir.

Et puis, il faut taper sur la caisse toute la journée sans une seconde d'arrêt (ne pas se tromper surtout pour rendre la monnaie), faire des paquets-cadeaux à toute vitesse, expliquer à chaque nouvelle cliente comment fonctionne cet appareil, la règle de ce jeu, etc.

Et ces périodes de grand boum se reproduisent trop souvent. Avant Noël, c'est les 3 J, après c'est le Blanc, les différentes expositions (Extrême-Orient, Amérique latine...), la semaine promotionnelle du 8 au 16 mars..., puis « il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette... ». Ces périodes-là, pour le patron c'est le paradis, pour les vendeuses c'est l'enfer.

Les luttes des vendeuses des Galeries Lafayette ont déjà permis de supprimer le système de la Guelte, c'est-à-dire : un fixe très bas et un pourcentage sur les ventes (système qui peut se comparer au travail au boni pour les ouvrières des usines), d'obtenir un quart d'heure de repos l'après-midi, mais que de problèmes encore à régler...

Le problème de l'emploi :

EN DEUX ANS, PLUS DE 650 EMPLOIS ONT ETE SUPPRIMES

Il y a pas moins de sept sortes de statuts différents pour les vendeuses.

— Il y a les renforts du samedi, lundi, pour remplacer les vendeuses qui prennent leur jour de repos ; elles sont payées 51 francs par jour pour huit heures de travail.

— Celles qui travaillent quatre jours à temps plein (samedi, lundi, mardi, mercredi... ou bien jeudi, vendredi, samedi, lundi...) ;

— Celles qui commencent à 10 h 30 au lieu de 9 h 30 ;

— Les vendeuses à mi-temps : 11 h - 15 h 30, 12 h - 17 h ;

— Les intermittentes qui peuvent travailler trois mois de suite et qui du jour au lendemain peuvent être mises au chômage jusqu'à ce que les Galeries aient de nouveau besoin d'elles ;

— Sans oublier les démonstratrices, très nombreuses, qui ont deux patrons (celui des Galeries et la marque qui les emploie).

A l'heure actuelle, une vendeuse débutante est engagée à 7,45 F de l'heure ; ce qui lui fait à peine 1 200 F par mois si l'on compte les retenues de la Sécurité sociale et autres. Une vendeuse qui a huit ans de maison gagne à peine 1 500 F par mois.

Mais les travailleuses des grands magasins savent aussi lutter contre l'exploitation. Les patrons n'ont pas oublié la grande grève de 1968, le grand hall des Galeries Lafayette occupé jour et nuit. Les travailleuses aussi s'en souviennent.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imprim. N.P.P., 35 rue de Bagnolet, 75020 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.